

RENCONTRE PROFESSIONNELLE NATIONALE

“Adolescents en dérive”

AURILLAC MAI 2004

Compte-rendu et participants



Avec le soutien du Ministère des Affaires Sociales



Contact : CEMEA. Réseau « Jeunes en errance ». 24 rue Marc Seguin. 75883 Paris cedex 18

SOMMAIRE

p. 3	Plate-forme d'appel pour une rencontre nationale « Adolescents en dérive »
p. 7	Ouverture des rencontres
p. 8	Alain Calmette
p. 10	François Chobeaux
p. 12	Gilles Moncoudiol
p. 15	Conférence introductive de Serge Lesourd : « Les nouveaux comportements adolescents ont-ils un sens ? »
p. 16	Texte de la conférence
p. 22	Echanges avec les participants
p. 25	Comptes-rendus des ateliers
p. 26	Conduites à risques et pratiques addictives
p. 29	Quel travail avec les parents et les familles ?
p. 34	Quelles adaptations des institutions éducatives ?
p. 35	Les adolescents et les jeunes dans les festivals et les rassemblements festifs
p. 40	« J'ai mal à l'âme ». Quelle écoute, quelles attentions ?
p. 44	Les « flottants » qui ne demandent rien
p. 48	Table ronde finale
p. 65	Conclusion, synthèse, perspectives (décembre 2004)
p. 70	Participants

PLATE FORME D'APPEL POUR UNE RENCONTRE NATIONALE

« ADOLESCENTS EN DERIVE »

CENTRES D'ENTRAINEMENT AUX METHODES D'EDUCATION ACTIVE

**UNION NATIONALE DES ASSOCIATIONS DE SAUVEGARDE
DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE**

DES CONSTATS SECTORIELS

Une « nouvelle question de jeunesse » dans les fêtes et les festivals

Dans le courant des années 90, sous l'impulsion des CEMEA rejoints dans un second temps par des professionnels de la prévention spécialisée, du soin et de l'urgence sociale, des dispositifs d'accueil ont été expérimentés dans les grands festivals nationaux (Bourges, Aurillac, La Rochelle...).

Il s'agissait d'accueillir, dans des conditions sommaires d'hébergement, des jeunes en errance se regroupant à la périphérie de ces événements musicaux. Les dispositifs mis en place, grâce aux observations effectuées et aux contacts établis, ont largement aidé à construire et à problématiser la question de l'errance des jeunes, qu'elle soit estivale ou plus permanente.

Ces dernières années, les intervenants présents sur ces accueils ont vu arriver des adolescents, à partir de 14/15 ans, en recherche d'aventures exploratoires, certains « un peu paumés », fortement attirés par la mouvance « zonarde », par l'aspect festif et de transgression de ces regroupements et par l'accès facile à diverses consommations de toxiques. Ils s'installent sur place pendant la durée du festival ou prolongent leur présence bien après la fin des concerts. Rassemblés autour des camions qui diffusent de la musique techno ou en déambulation dans le festival et la ville, ils passent par des états successifs d'excitation, d'ivresse et d'abattement largement liés à leurs consommations d'alcool, de cannabis et de produits de synthèse.

Leurs comportements, les dangers qu'ils encourent et le mal-être dont ils semblent être porteurs ont suffisamment inquiété les intervenants présents pour que cette question occupe aujourd'hui une place centrale dans la réflexion et la mise en place d'accueils et d'accompagnements en milieu festivalier et festif.

A la différence des premiers utilisateurs des aires d'accueil, ces adolescents sont pour la plupart encore insérés socialement (grands collégiens, lycéens, jeunes étudiants), issus souvent de milieux sociaux sans difficultés apparentes et résidant dans des zones géographiques peu suspectes de produire de l'inadaptation sociale (zones pavillonnaires périurbaines, centres villes, petites communes) ; des publics donc assez éloignés des images emblématiques du « jeune à problèmes », version « zonard en errance » ou version « jeune des cités ».

De « nouveaux jeunes » en lien avec la prévention spécialisée

Tout au long de l'année, les professionnels au contact des publics en errance dans la rue (notamment les équipes présentes dans les centres villes) sont témoins de rapprochements réguliers entre de jeunes lycéens, souvent des jeunes filles, et de grands marginaux.

D'autre part les équipes au travail dans les petites communes rurales ou péri urbaines font état du mal-être important de certains adolescents, qui pour beaucoup n'appartiennent pas à des milieux

sociaux en difficulté¹, qui ne présentent pas les signes, les attitudes ou les comportements habituellement repérables chez les publics en rupture ou en marge.

Après un temps d'hésitation réciproque pendant lequel les éducateurs s'interrogent sur l'intérêt de leur intervention et les adolescents (et plus encore leurs familles) se demandent ce qu'un éducateur peut bien leur vouloir, vient une seconde phase où s'expriment et se révèlent des situations particulièrement lourdes à gérer : souffrance psychique, angoisses existentielles, conduites d'échec, difficultés dans les rapports aux autres, à leurs propres corps, à leur sexualité, consommation de toxiques...

Des « fugeurs permanents » dans les institutions

Dans un tout autre contexte et avec des publics différents car relevant de l'Aide Sociale à l'Enfance ou de la Justice des mineurs, les équipes éducatives des foyers et des Maisons d'Enfants à Caractère Social constatent certaines évolutions dans les comportements et les modes de prise en charge. Il n'est plus rare aujourd'hui que certains adolescents soient en « fugue permanente », utilisant de manière ponctuelle le foyer et l'équipe éducative comme un lieu de ressourcement, un point d'attache, tout en refusant de se soumettre à la règle d'une présence constante.

Au sein de l'Education Nationale, la question des collégiens et des lycéens « décrocheurs » constitue aussi un phénomène préoccupant.

DEUX CONCLUSIONS PROVISOIRES

Nous assistons aujourd'hui à une diversification des situations de risques chez les adolescents, à des signaux d'alerte, et ce bien au-delà des milieux sociaux traditionnellement suivis par le travail social et objets centraux des politiques publiques.

A côté d'une délinquance d'affrontement et de révolte, le mal-être de ces nouvelles générations, leur refus de notre société, s'expriment aussi à travers des comportements d'esquive, de fuite, et des signes de souffrance psychique manifestes : fugues, consommations de toxiques, dépressions, tentatives de suicide...

Ces observations effectuées sur le terrain, dans des contextes bien particuliers, peuvent être rapprochées d'études réalisées à des échelles plus larges telles que celles de Marie Choquet à l'INSERM, des réflexions qui ont fait l'objet de la publication « *La souffrance psychique des adolescents et des jeunes adultes* » du Haut Comité à la Santé Publique, et du thème central de la Conférence 2004 de la famille.

¹ Selon des critères socioéconomiques ou autres indicateurs classiques de l'action sociale.

Plusieurs brouillages qui n'aident pas à la prise de conscience publique

Le premier tend à stigmatiser les jeunes des quartiers d'habitat social en sur-médiatisant les phénomènes de violence et de délinquance spécifiques à ces territoires.

Le second fait du personnage de l'adolescent violent, délinquant, incontrôlable, la figure emblématique de la jeunesse en difficulté, jeunesse perçue comme plus dangereuse qu'en danger.

Le troisième ne laisse entrevoir des phénomènes d'errance que la partie la plus visible, celle des groupes de jeunes squattant avec leurs chiens les espaces des centres villes, masquant du même coup la réalité plus complexe et plus diffuse des décrochages adolescents.

Un enjeu pour le travail social

Ces évolutions élargissent la problématique de la jeunesse en difficulté en introduisant de nouvelles dimensions : celle du décrochage, de l'esquive, de l'évitement, de la fuite et non plus seulement celles de l'opposition, de l'affrontement, de la violence et de la délinquance.

Dans un contexte social, institutionnel et politique qui concentre ses préoccupations et ses moyens prioritairement en direction de la délinquance, identifiée comme facteur principal du sentiment d'insécurité, il devient urgent de faire reconnaître la réalité et la complexité des situations de risques pour les nouvelles générations.

UNE PROPOSITION DE MOBILISATION PROFESSIONNELLE

Une rencontre nationale co-organisée par les CEMEA et l'UNASEA

Elle visera plusieurs objectifs :

- Croiser les constats et les analyses des acteurs de terrain relatifs aux nouveaux comportements adolescents à partir de diverses situations professionnelles : accueils festivaliers, prévention spécialisée, animation socioculturelle, maisons d'enfants à caractère social, services de milieu ouvert, points d'accueil...
- Confronter ces constats à des études et recherches effectuées par différents chercheurs, et aux orientations des politiques publiques.
- Recenser les expériences et les nouvelles réponses mises en place pour prévenir ces risques.

Un comité scientifique

Ce comité est constitué de :

Virginie Halley des Fontaines. Maître de conférence en santé publique, praticien hospitalier, chargée de l'espace accueil-prévention du projet « maison de l'adolescent » à l'AP-HP Paris.

Thierry Goguel d'Allondans. Docteur en anthropologie, formateur de travailleurs sociaux.

Serge Lesourd. Professeur de psychopathologie de l'adolescent, psychanalyste.

OUVERTURE DES RENCONTRES

Alain CALMETTE

Premier adjoint au maire d'Aurillac

François CHOBEAUX

Direction nationale des CEMEA

Animateur du réseau « Jeunes en errance »

Gilles MONCOUDIOL

Directeur de la prévention spécialisée. Sauvegarde de la Drôme

Représentant de l'UNASEA

Bonjour, et bienvenue à Aurillac.

Je note avec satisfaction la mobilisation importante du tissu local puisque, je crois, la moitié des participants est issu du Cantal, l'autre moitié venant d'un peu partout en France. Ce qui légitime le titre de « nationale » donné à cette rencontre. Cette diversité du public sera riche en matière d'apport à la réflexion, car en plus de la diversité géographique que j'ai soulignée, il y'a aussi une grande diversité professionnelle. Vous êtes des agents des collectivités locales, des agents de l'Etat, des responsables associatifs, des travailleurs sociaux, des éducateurs spécialisés, bref un large panel de professionnels capables d'enrichir le débat avec des regards croisés sur la problématique de ces deux jours.

Nous sommes très heureux d'accueillir cette manifestation. Ceci pour plusieurs raisons. Deux principales, d'abord.

Notre municipalité accorde une grande importance aux questions relatives à l'enfance et à la jeunesse, avec beaucoup de questionnements par rapport à cela, parce qu'il n' y'a pas de vérité révélée sur ces questions même si on a aussi quelques certitudes.

Nous sommes en train de réfléchir sur les réponses apportées aux demandes des jeunes, notamment des adolescents et des jeunes adultes, avec toutes les questions que cela pose sur la capacité d'écoute des élus à répondre à des questions dont on ne sait souvent si elles sont des questions très individuelles ou si elles sont représentatives de demandes globales ; par exemple la question de la représentativité.

Nous sommes en train de réfléchir à tout cela, avec des projets déjà en cours que je ne vais pas tous énumérer, sauf un que je tiens à évoquer qui consiste à essayer de développer, dans un local dédié à cet effet, toutes les pratiques dites urbaines des jeunes, puisqu'il y'à une forte demande là dessus, que ce soit le roller, le skate, le graff... Donc essayer de doter la ville d'un lieu consacré à ces pratiques, avec tout le travail qui peut se faire autour de la pratique elle-même, au niveau de la rencontre avec les jeunes, de la capacité à gérer ou non ce lieu eux-mêmes...

Une autre chose importante est la participation des jeunes. Nous mettons en place pour l'automne prochain un « conseil permanent des jeunes » où nous essayerons d'écouter leur parole, où nous essayerons de répondre à leurs demandes quand c'est possible, sans démagogie, en sachant dire non, et en essayant aussi de nous préserver de la récupération qui est tout de suite accolée aux actions des élus lorsqu'il y'a des réponses trop faciles. C'est un équilibre difficile à trouver avec les jeunes dans les structures qui leur permettent de s'exprimer sur les affaires qui les concerne, non seulement, dans la vie de la cité, mais aussi celles qui les concerne d'un point de vue plus général.

Nous organiserons donc des forums ouverts aux jeunes, sans soucis de représentation parce que les jeunes représentent d'abord eux-mêmes, donc sans élections contrairement à des expériences comme les conseils municipaux de jeunes ou d'enfants. Ce sera une parole plus informelle, plus libre,

sans obligation de pérennité dans l'action, en espérant que les jeunes suivront cette initiative et répondront nombreux.

Voici la première raison pour laquelle il semble qu'Aurillac ait été bien choisie pour accueillir ces rencontres.

La seconde est une raison plus historique, plus liée avec le souci et la problématique dite des jeunes en errance, avec le travail effectué depuis plus de 10 ans maintenant, par les CEMEA sur ce thème, et que la ville d'Aurillac a accompagné par son implication dans l'accueil de ces jeunes pendant le festival international de théâtre de rue. Nous aurons suivi année après année toutes les étapes de cette réflexion avec les dispositifs qui ont été mis en place, modifiés, puis retirés, pour prendre en compte ce public aux comportements différents, évolutifs, et pour lequel il n'y a pas là non plus de réponse figée.

Je pense donc qu'historiquement Aurillac se devait être le lieu de cette rencontre nationale, même si je sais que cette problématique des jeunes en errance n'est pas au cœur des sujets abordés pendant ces deux jours puisque l'ambition de ces rencontres est bien sûr plus vaste, puisqu'elles traitent de l'ensemble des questions relatives aux adolescents en dérive.

Voilà donc des raisons de satisfaction pour nous de vous accueillir pendant ces deux jours.

Je voudrais terminer en remerciant, les organisateurs qui nous ont choisi, à savoir l'UNASEA avec Gilles Moncoudiol, et les CEMEA avec François Chobeaux. Je dois remercier également les partenaires financiers, au premier rang desquels le ministère des Affaires Sociales, et puis tous ceux qui ont contribué à la mise en place de cette manifestation parmi lesquels la communauté d'agglomération du bassin d'Aurillac, et rappeler que la municipalité elle-même s'est investie à travers la disponibilité de ses agents, notamment Danièle Chérifi, que je voudrais remercier pour sa contribution à l'organisation de cette manifestation. Mes derniers remerciements vont à Accent Jeunes et à Dominique Bousquet, qui a été un partenaire associatif tout à fait précieux dans l'organisation.

Je remercie également les intervenants qui viendront éclairer les travaux en ateliers de leurs expériences et de leurs compétences.

Aurillac, mai 1994 : riche de leur toute nouvelle expérience acquise au Printemps de Bourges à Pâques 1993 et 1994 dans l'organisation d'un accueil spécifique pour les jeunes en errance, les « *zonards* », qui venaient de faire irruption sur la scène publique, les CEMEA préparaient avec la ville d'Aurillac l'organisation et la gestion d'un espace d'accueil tout aussi particulier destiné à ces mêmes jeunes durant le festival de spectacles de rue.

Ont alors suivi sur l'ensemble du territoire dix ans d'accompagnements de festivals, et dix ans d'accompagnements d'ouvertures de structures locales pérennes et adaptées à ces jeunes : équipes de rue, accueils de jour, boutiques, « accueils de porte »... Le petit groupe initial des CEMEA est peu à peu devenu un réseau national de professionnels, le réseau « Jeunes en errance », toujours animé par les CEMEA avec l'aide financière de l'Etat.

Depuis quelques années les professionnels de ce réseau s'inquiètent des comportements de grands adolescents qu'ils rencontrent et avec qui ils sont en relation durant les festivals et sur leurs lieux quotidiens de travail. De grands lycéens, de jeunes étudiants pour qui tout semble aller pour le mieux et qui présentent cependant des signes d'alerte : périodes de surconsommation de toxiques, dérives estivales, décrochages scolaires et sociaux brutaux...

L'inquiétude des professionnels du réseau Errance a été entendue par l'Etat, qui a fortement soutenu un projet de rencontre professionnelle sur cette question. Les professionnels d'Aurillac correspondants de ce réseau ont alors évoqué leur ville comme lieu possible de déroulement de cette rencontre. La proposition a paru à la fois évidente et naturelle aux animateurs du réseau. Le maire d'Aurillac a tout de suite montré un fort intérêt pour le projet, et a engagé la ville dans sa réalisation.

Nous voici donc ici 10 ans après, pour poursuivre avec cette ville ce que nous faisons ensemble différemment chaque année. Et c'est un plaisir d'être ici dans cette invention permanente qui nous réunit une nouvelle fois.

Je viens de dire que ces rencontres n'ont pas lieu ici par hasard. Restait encore à ce qu'elles aient lieu avec les professionnels du bassin de vie d'Aurillac et avec ceux du Cantal, en n'étant pas seulement implantées ici mais également agissantes ici. Ce choix est gagné : la moitié des participants vient du Cantal, nombre d'entre eux étant déjà investis dans des réseaux thématiques professionnels ayant à voir avec l'adolescence et la jeunesse. Ces rencontres professionnelles ont donc lieu non seulement à Aurillac, mais aussi avec Aurillac... et son département.

Nous allons parler d'adolescents, cette catégorie créée par les psychologues, les pédagogues et les éducateurs, qui vit des remaniements physiques et affectifs importants. Cet âge particulièrement fragile où la vie d'adulte approche avec ses responsabilités et ses immenses incertitudes.

Nous allons aussi, probablement, parler de jeunes, de jeunesse. Encore que ce concept appartienne plus à la sphère de l'analyse socio-politique qu'à la nôtre, et que personne ne sache clairement les âges de début et de fin de cette période.

« *Adolescents en dérive* » : il s'agit bien, peu ou prou, de tous les adolescents. Environ 850 000 par classe d'âge. Il ne s'agira pas de ne parler que de ceux en grande difficulté d'insertion sociale, ces 10 à 15 % qui sortent du système scolaire en échec total, sans aucun diplôme et la rage au corps. Il ne s'agira pas non plus de ne parler que de ceux qui sont suivis et protégés au titre de l'ASE ou de la PJJ, même si ceux là sont particulièrement sensibles à ces dérives. C'est que l'adolescence n'est pas un long fleuve tranquille, et qu'il y a parfois de sacrés courants sous-marins cachés par un calme apparent de la surface.

Et nous allons échanger ensemble sur tout cela. Nous n'allons pas, comme c'est trop souvent le cas, passer deux jours à écouter ceux qui savent, sans être toujours sur nos terrains de pratiques, nous expliquer ce qui s'y passe et ce qu'il est possible d'y faire. Mais nous allons partager ce que nous essayons, ce que nous tentons, voire ce que nous réussissons. Ces échanges, ces partages vont mutuellement nous enrichir. Des « Actes » suivront, réalisés par le groupe organisateur de cette rencontre, où nous nous efforcerons d'en transcrire la richesse.

Ce que je viens de dire ne doit surtout pas invalider la toute prochaine conférence de Serge Lesourd sur l'adolescence, qui va ouvrir nos travaux. Ceci parce que Serge est à sa façon sur le terrain comme psychanalyste d'adolescents et comme accompagnateur d'équipes spécialisées, et aussi parce qu'il est parmi ceux qui ont résisté à cet envahissant concept de jeunesse, en bataillant pour que la notion et les questions d'adolescence restent des portes d'entrée pour les pratiques professionnelles et les politiques publiques.

Je remercie encore le maire d'Aurillac pour son intérêt et son accueil ; je remercie également Danielle Chérifi et Dominique Bousquet, les Aurillacois lanceurs de l'idée d'accueil et co-porteurs du projet de ces rencontres.

Je vous souhaite deux jours d'excellent travail.

En introduction à ces journées, je voudrais témoigner de la manière dont un service de prévention spécialisée comme celui de la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence de la Drôme, qui intervient à la fois dans des quartiers d'habitat social, des petites communes et des centres ville, en est arrivé à se poser la question des « ados en dérive ».

Pour la prévention spécialisée, ces douze dernières années ont été celles d'une diversification des publics et d'une remise en cause des critères qui, jusqu'alors, nous permettaient de définir ce qu'était le *public de la prév* : c'est à dire principalement des jeunes résidant dans les quartiers d'habitat social, issus pour une large part, de familles immigrées ou de familles *bien connues des services sociaux*.

Ce fut d'abord au début des années 90, la rencontre avec les « jeunes en errance » qui, à quelques exceptions près, n'étaient pas issus des quartiers d'habitat social, mais plutôt de petites communes et de milieux sociaux assez diversifiés, certains arrivant aussi dans l'errance après un long parcours institutionnel d'enfant placé.

Cette question des jeunes en errance, ceux que François Chobeaux a appelés les « nomades du vide », nous a rapproché du réseau CEMEA et des équipes qui assuraient les accueils dans les grands festivals nationaux, dont Aurillac. Quelques collègues se sont trouvés ainsi inscrits dans ce réseau errance.

Parallèlement, en Drôme et en Ardèche, certains d'entre nous ont commencé à s'intéresser aux regroupements de jeunes autour d'évènements festifs, à s'intéresser aussi aux réseaux marginaux ou alternatifs qui s'organisaient autour de pratiques artistiques. De cet intérêt est née, entre autres, une expérience d'insertion originale, la Mission Insertion Musique, *la MIM*, utilisant le support de la création de spectacles vivants pour remobiliser et réinscrire des jeunes en marge dans un projet.

Dans cette même période, c'est à dire la deuxième moitié des années 90, ce fut aussi la découverte de nouveaux terrains d'intervention, les petites communes du rural et du péri urbain, et la rencontre d'adolescents qui, en majorité, n'appartenaient pas à des milieux défavorisés mais qui pour autant, souvent sur fond de problèmes familiaux, exprimaient des signes de mal-être assez manifestes : des angoisses existentielles, des conduites d'échec, des difficultés dans les rapports aux autres, à leur propre corps, à leur sexualité Des ados que l'on pouvait retrouver par exemple le samedi soir dans des concerts, dans des soirées techno, et qui étaient capables, en assez peu de temps, de se mettre très mal à coup de bière, de cannabis et autres produits à risques.

Ces nouvelles rencontres n'ont pas été sans provoquer des débats au sein des équipes éducatives, à l'intérieur du service. Je me souviens encore quand il s'agissait d'aller faire un tour sur un concert rock en milieu rural ou une soirée techno, de l'hésitation de certains éducateurs face à la perspective d'aller à la rencontre d'un public qui n'était pas ce fameux *public de prév*.

Et puis nous nous sommes aperçus que nos observations de terrain se trouvaient confirmées par des études plus larges : je pense au rapport du Haut Comité à la Santé Publique sur la souffrance psychique des adolescents, aux travaux de Marie Choquet à l'INSERM, à des enquêtes mettant en évidence que le mal-être, la souffrance psychique, les conduites à risques des adolescents se diffusent bien au-delà des milieux qui, traditionnellement, font l'objet d'une vigilance de la part du travail social et des politiques publiques.

Ce malaise d'une jeunesse semble être aujourd'hui à l'échelle d'une génération ; ce qui ne signifie pas que toute une génération va mal, mais qu'il semble qu'aucun milieu social, qu'aucune zone géographique, qu'aucun site ne semble aujourd'hui à l'abri de dérives et d'inquiétudes du côté des adolescents.

Derrière l'image type du mineur délinquant, violent et incontrôlable, image qui aujourd'hui occupe le devant de la scène médiatique et dont on a tendance à faire le symbole exclusif de la jeunesse en difficulté, ou difficile, se profilent alors une diversité d'autres figures de jeunes qui, sous diverses manières, décrochent, se marginalisent et se mettent en risques. Des jeunes mal dans leur peau, que la marginalité fascine. Nous avons en effet tous constaté la façon dont certains ados, sur des festivals et des espaces de centres ville, manifestent une attirance vis à vis de certains personnages de la marginalité et de l'errance ; des ados qui seront peut-être les errants de demain. Perspective pessimiste ou optimiste, dans tous les cas notre responsabilité éducative mérite que nous y soyons attentifs.

Ainsi s'est imposée l'idée d'un chantier à mettre en œuvre sur ces questions, avec la tentative de mettre en convergence deux réseaux :

Celui des professionnels intervenant « en milieu errance » - dispositifs d'accueil et d'intervention d'urgence, équipes de travailleurs sociaux opérant en centres ville, services de soins, nombreux à se retrouver au sein du « réseau errance » animé par les CEMEA,

Et celui de l'Union Nationale des Associations de Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence, qui regroupe sur le territoire national des associations gérant une diversité de services et d'établissements intervenant auprès de publics adolescents,

Ceci avec l'hypothèse que le rapprochement de ces réseaux permettrait de développer ou d'améliorer, en amont, la prévention de l'errance et de la marginalisation.

L'objet de ces journées est double.

D'une part, il s'agit de vérifier si les constats effectués à partir de nos places respectives, celle occupée par la prévention spécialisée dans différents sites et celle occupée par les CEMEA et le réseau errance, se recoupent avec celles d'autres professionnels de l'animation, de l'éducation, de l'enseignement et du travail social. A voir la liste et la diversité des inscrits à ces journées, il semblerait que oui.

D'autre part partager nos expériences, identifier les actions innovantes et tenter de modéliser ce que pourraient être des réponses adaptées aux questions que nous pose cette jeunesse.

Nous avons fait le choix de privilégier les temps de travail en ateliers, ceci afin de permettre une diversité de prises de paroles et de témoignages d'acteurs de terrain.

A mon tour de nous souhaiter deux jours de travaux riches et passionnants et de remercier tous ceux qui ont rendu possible l'organisation de ces journées.

CONFERENCE INTRODUCTIVE

**« LES NOUVEAUX COMPORTEMENTS ADOLESCENTS
ONT-ILS UN SENS ? »**

Serge LESOURD

Psychanalyste

Professeur de psychologie (Université de Strasbourg)

Je vais tenter d'apporter quelques éclairages sur la question du sens des comportements ou des pathologies adolescentes, à partir de mon expérience clinique et de réflexions théoriques conduites avec les professionnels de terrain depuis une vingtaine d'année.

Ce qui nous inquiète aujourd'hui, ce « nous » englobant tous les cliniciens qu'ils soient psychologues ou professionnels de terrain, est le sentiment d'un changement, peut être moins réellement changement des comportements des adolescents que changement des sens qu'ils peuvent avoir.

Dans un premier temps j'essayerai donc de dire comment aujourd'hui avec quelques collègues nous essayons de comprendre ce changement dans l'expression des souffrances subjectives. En effet, la souffrance psychique (dans le double sens du mot, souffrir et être en attente) est le propre de toute adolescence, vu que c'est le moment où le sujet doit effectivement arriver à trouver une identité nouvelle pour pouvoir s'inscrire dans d'autres réseaux sociaux que ceux de l'enfance, doit trouver d'autres signifiants que ceux de l'enfance.

Une fois effectué cet essai de compréhension des deux grands versants de souffrance que nous présentent les adolescents tels que nous pouvons les comprendre à partir de la psychologie et de la psychanalyse, nous pourrions essayer de voir les types de réponses fortement différenciés que nous pourrions essayer d'apporter à ces adolescents en dérive.

Si on reprend la liste des symptômes, des agir, des comportements que présentent les adolescents, on va retrouver d'abord, bien évidemment, les comportements qui *sarkozyennement* inquiètent notre communauté journalistique, les agir dits délinquants. Mais ces agir délinquants ont changé, il ne s'agit plus des mêmes modes délinquants qu'hier. Si dans les années 70 la plus grande part de la délinquance correspondait à une « délinquance d'acquisition des biens », une délinquance d'obtention d'objet, de plaisir ou de puissance, de la voiture à la moto en passant par les biens commerciaux, aujourd'hui la délinquance est celle de l'agir, des passages à l'acte en direction de l'autre et d'agression de l'autre. Je pense, par exemple, à quelque chose qui est devenu commun dans le métro parisien, le vol à l'arraché de portable. Nous savons tous que ces adolescents ont dans leur poche le portable nécessaire aux communications SMS qu'ils ont besoin d'établir. Il ne s'agit donc pas, quoi qu'on en pense, d'obtenir un bien, mais d'arracher à celui qui est en train de téléphoner l'objet qui lui permet d'être en contact avec l'autre. C'est à dire clairement d'une attaque de quelque chose de l'autre en tant que tel, une attaque du semblable, mais d'un semblable qui aurait un portable qui servirait à quelque chose, qui lui permettrait vraiment d'être en lien.

De la même façon, et là je parlerai plutôt de mon expérience Strasbourgeoise, je pense à ces jeunes des quartiers dont on parle souvent à la télévision et qui régulièrement brûlent les voitures. Ce qui surprend dans cette façon de brûler les voitures, c'est qu'ils ne vont pas chercher dans le centre-ville les voitures de « bourgeois » pour les amener en près de chez eux, mais qu'ils brûlent bien les voitures de leurs propres quartiers d'habitat. Il s'agit d'une sorte d'autodafé, c'est à dire, d'une destruction d'eux-mêmes, d'une partie d'eux-mêmes, comme s'ils immolaient par le feu la pauvreté, la misère, la détresse qu'ils ont au quotidien en face d'eux. L'agression est là le signe d'une autodestruction et d'une extrême révolte. Ces agir qui vont jusqu'à détruire le lycée ou le centre social qu'une bonne partie d'entre eux fréquentent sont bien à entendre comme des autodestructions.

On va revenir au sens après, mais continuons la liste des comportements. Je pense aussi au comportement de prise de toxique. Nombre des adultes d'aujourd'hui dont la jeunesse s'est déroulée dans les années 70-90 ont utilisé les produits psychotropes comme les utilisaient les toxicomanes de cette époque. C'est à dire comme des produits permettant d'obtenir un plus, plus de communication, plus de plaisir, plus de jouissance, quelque chose qui serait entrepris dans une logique d'un objet de satisfaction. Hors, ce qu'il advient de l'utilisation moderne des toxiques est tout à fait différent, que ce soit celle qu'on trouve sur le circuit des jeunes en errance, ou celle qu'on trouve dans les boites de nuit ou chez les raveurs. C'est une toxicomanie que nous pouvons résumer par le terme « je me déchire la tête ». C'est signer de manière forte non plus la quête d'un plaisir mais la quête d'un oubli, la quête d'une ivresse, la quête d'une disparition subjective. Il s'agit, de manière souvent éruptive, de ne plus savoir ou de ne plus être grâce au produit. L'exemple le plus extrême étant ces adolescents qui vont acheter leurs packs de bière et s'effondrent dans les parkings du supermarché après les avoir descendus entre copains. C'est très Alsacien, parce que la bière est là bas un produit de consommation culturelle.

Continuons notre litanie des symptômes de la pathologie moderne avec ce que vous avez tous constaté, l'augmentation du passage à l'acte suicidaire dont les épidémiologistes font aujourd'hui la première cause de mortalité des adolescents avant les accidents. Avec mes collègues, nous entendons ce passage à l'acte dans la majorité des cas moins comme une tentative de se donner la mort que comme une tentative de meurtre de quelque chose dans ce geste, comme une tentative de trouver une limite à une souffrance subjective, à un passé insupportable, à un mode de vie qui n'est plus accepté. Donner mort à quelque chose pour mieux renaître, pour mieux essayer d'en sortir.

Il y a là quelque chose de fortement nouveau, c'est que la limite, qui avant se situait dans un sortir du milieu familial, se trouve aujourd'hui marquée par la limite sur le corps propre du sujet. C'est dans son propre corps que le sujet va chercher la limite à sa souffrance, et il la met en acte, non par un « partir » mais par la limite du corps : la mort. Le corps ainsi porte la limite psychique, ce qui est radicalement nouveau.

Dans ce type nouveau de rapport au corps se situe aussi une pathologie en immense développement chez les adolescents en dérive, l'anorexie. Là encore, c'est une façon de tenir le corps à la limite de la déréliction, à la limite de l'inexistence. Le corps est pris dans une dynamique où il s'agirait de maîtriser la limite entre le vivant et le mort, tout en mettant l'autre en position d'attente, voir en position de forçage à l'usage de la violence sur le corps, par exemple dans le gavage médical.

Ces constats nous amènent à poser la question du corps comme centrale dans l'expression de la psychopathologie adolescente moderne. Nous allons en retrouver des traces dans les modes adolescentes, qu'elles soient du côté du piercing ou du côté du tatouage, et dans la pathologie des scarifications. Là encore c'est la surface du corps qui est traitée comme expression d'un malaise, d'une dérive ou d'une question importante.

Il nous faut distinguer entre ces différents modèles, parce que si le tatouage a de tout temps existé, particulièrement dans les milieux délinquants ou les milieux rudes, il avait souvent fonction de signe d'appartenance. C'était une marque qui signifiait un événement. Or, le tatouage chez l'adolescent change de sens. Il vient le plus souvent essayer de donner existence à une partie du corps, essayer

de faire que le corps en lui même puisse être repéré dans et par cette marque, que l'adolescent met toujours à un endroit éminemment investi de son image personnelle et inconsciente du corps. Le tatouage ne sert plus à rappeler un souvenir, par exemple un passage dans la Légion Etrangère ou dans une prison, mais bien à appeler quelque chose, à construire quelque chose du rapport au corps propre par cette parure.

Le piercing suit exactement la même route, et je pense à ces adolescents en errance avec qui j'ai travaillé, chez qui les piercings disparaissaient au fur et à mesure du travail thérapeutique entrepris avec eux. Chaque fois que se résolvait pour eux une question sur leur rapport à l'autre, sur leur rapport à l'autre dans une part particulière du corps comme source de plaisir, le piercing qui marquait cette zone érogène disparaissait. Le piercing vient marquer les orifices imaginaires ou réels du corps, c'est à dire les orifices où se jouent les enjeux pulsionnels de relation à l'autre. Il est une tentative de maintenir, d'exciter en permanence et à bas bruit cette partie pour le regard de l'autre qui va se tourner vers lui, mais aussi pour le corps propre dans l'effet même du piercing, sur le réseau à la base du pulsionnel qu'est le réseau sensitif et nerveux. Il s'agit bien dans cette marque sur le corps, et nous allons y revenir, d'un maintien d'excitation. Vous le savez bien mesdames, vous qui portez des boucles d'oreilles comme un signe de féminité, cette boucle revenant en permanence titiller une partie du corps particulièrement sensible dans l'intimité érotique.

Les scarifications, elles, sont difficiles à aborder avec les adolescents parce qu'ils ont énormément de mal à parler de ces coupures qu'ils s'infligent. Ces coupures répétées sont toujours, quand les adolescents nous en parlent, effet de limite. Se scarifier c'est effracter la surface du corps en s'infligeant une souffrance pour causer une limite soit à une souffrance plus grande mais qui ne peut pas se dire, soit à une absence de sensation totale, à une inhibition de toute sensation, de toute pensée. Il s'agit là encore de retrouver une consistance et une existence.

Je vais m'en arrêter là dans la litanie des symptômes ou des comportements adolescents pour aborder la façon dont nous pourrions essayer de comprendre quelque chose de cette souffrance. Petit à petit, en déclinant ces symptômes, se sont ouverts deux pistes pour nous.

Une première piste est celle d'une tentative de construction d'inexistence (disparaître, mourir, n'être rien comme l'anorexique), ou de résistance à un sentiment d'inexistence. Cette première piste nous conduit à la dimension de l'être. Toutes les pathologies que j'évoquais expriment au travers des symptômes la difficulté des adolescents en dérive, et pas uniquement en errance, à trouver un arrimage de leur être dans le lien social, un arrimage à leur existence, c'est à dire signifiant, une nomination sous laquelle ils pourraient effectivement rentrer en contact avec les autres. Nous savons bien, pour le pratiquer ici ensemble, que pour pouvoir rentrer en contact avec l'autre il faut un certain nombre de nominations qui désignent la place d'où je parle à l'autre et d'où l'autre me parle. Ces nominations signifiantes sont des points d'arrimages dans le langage, dans le réseau social, qui nous permettent de nous repérer les uns par rapport aux autres. C'est le propre de l'adolescence d'essayer de trouver ces repérages signifiants, parce que c'est à partir de quelques repérages signifiants que nous pouvons nous inscrire dans notre rapport aux autres et dans le lien social. Ces repérages sont

très simples : le nom bien sur qui inscrit et repère dans la filiation, le prénom, le métier, le sexe, monsieur ou madame.

Arrêtons nous un instant sur cette question du Monsieur-Madame que la modernité de nos modes de relations peut mettre à mal. Par exemple, dans les couples homosexuels : qui est madame, qui est monsieur ? Est-ce que c'est monsieur-monsieur, ou monsieur-madame, est-ce que c'est maman-papa, papa-papa ? Il y'a parfois des repérages qui manquent. Il y'a parfois aujourd'hui des messieurs qui sont des dames. Pour un adolescent c'est une vraie question, est-ce que je suis un homme, est-ce que je suis une femme, est-ce que je suis homo ou est-ce que je suis hétéro ? C'est un vrai repérage qui est posé là. C'est une question que les adolescents ne se posaient pas il y'a trente ans mais qu'ils se posent de manière évidente aujourd'hui : sous quel signifiant vais-je me représenter dans mon lien social ? C'est un peu difficile de choisir sur une expérience première. On sait que les expériences homosexuelles adolescentes sont très fréquentes et transitoires.

Voici donc des adolescents en dérive de ne pas avoir de points d'arrimages signifiants ou d'avoir des points d'arrimages signifiants trop stigmatisants. Quand je m'appelle Mohamed, que j'habite une cité « chaude », que j'ai 17 ans et que je suis sorti de l'école à 14 ans, dans la vie ce n'est pas facile de trouver un arrimage professionnel. Et quand j'atteint 25 ans, je peux être dans d'autres arrimages qui peuvent être certes des repères mais qui marquent à une place difficile à soutenir, du coup j'ai quelques visites au commissariat, quelques arrestations et donc évidemment, comme ils le disent de manière juste d'ailleurs « *les flics ils me connaissent bien, ils m'arrêtent comme si c'était pour vérifier que c'est bien moi* ». Il y a ici la confirmation d'une nomination : « toi t'es celui qu'on arrête ». Il y'a là une vraie question pour la dérive adolescente, cette absence ou ce trop de nomination qui dépend avant tout du jeune lui-même et de ces comportements et qui ne lui est plus comme avant transmise. Avant les rituels transmettaient effectivement au jeune une place par un « tu seras ça mon fils, et puis t'as pas à discuter ». Ce n'est plus le cas. Il se crée donc tout un temps d'errance, d'attente de cette nomination. Les agir vont être à la fois symptôme de l'absence de nomination et tentative pour que peut-être les autres qui regardent les agir nomment le jeune à une certaine place. Et il est plus facile d'être nommé délinquant qu'être sans nom, au moins on sait à quoi s'en tenir.

La seconde piste est le lot de toute adolescence, de tous temps. Dans la rencontre, dans cette quête d'une place, d'une place d'adulte donc (d'une place où quelque part je ne me fonctionne plus comme fils de, comme élève, mais où je fonctionne comme travailleur, compagnon, mari, concubin, femme...) ce qui doit se trouver, ou plutôt se maintenir c'est la capacité du sujet devenant adulte à pouvoir rester désirant, c'est à dire à pouvoir assurer son désir dans l'ordre social. Il s'agit pour lui de trouver comment mettre en forme ce qu'il sera, dans la satisfaction qui sera la sienne au sens du lien social. Où et comment ai-je le droit de me satisfaire ? Et ce que notre société propose aux adolescents c'est une solitude du choix. J'ai parlé rapidement des nominations sexuelles « fais ce que tu veux, de toute de façon mon fils tout est autorisé ». Il y a aussi, plus largement « et puis, tu sais bien ce dont tu vas avoir besoin pour être bien », et c'est souvent d'une télé, d'un lave vaisselle... Ce qui est alors dit à l'adolescent de manière très claire c'est que le désir ça va vers un objet qui nous satisferait, un objet de la réalité, un objet de consommation. Mais les objets de consommation, même ceux qu'on a

attendu le plus longtemps, malheureusement quand on les a c'est toujours un petit peu décevant, c'est jamais tout à fait ça. Et ça l'adolescent malheureusement on ne le lui apprend pas, ou en tout cas peu. On ne le lui apprend pas avant, c'est toute la question de la prévention qui est à faire durant de la petite enfance. Nos adolescents modernes restent ainsi collés aux objets.

Cela montre deux versants de la souffrance psychique des adolescents dans notre société moderne. Un premier versant, sans doute celui dont on parle le moins, dans l'errance, dans la dérive, dans les risques, voir dans la désinsertion scolaire, c'est l'aspect dépressif majeur, souvent masqué, de tous les adolescents en grande difficulté. Beaucoup de jeunes font une dépression au sens psychique du terme, ce sentiment qu'on a d'être nul, de ne rien valoir, d'être un moins que rien, de ne pas avoir d'appétit pour aller faire quoi que ce soit, de toute façon ce sera raté, ce mal-être moderne. La dépression, c'est certes une souffrance subjective, mais elle est liée au sens psychopathologique, au sens psychique, au fait que le grand Autre, celui qui nous arrime au sens du monde est inexistant. Pour tout déprimé, l'Autre en tant que référence s'est absenté. Le sujet n'a plus la sensation de pouvoir s'appuyer sur un autre qui pourrait servir de balise dans ses repérages au sens de ce qu'on doit désirer, de ce qu'on doit faire, de ce qui est interdit. Ce grand Autre dans l'enfance c'est les parents. Le « grand » dans l'enfance, le tout premier grand Autre c'est la mère, au sens de la fonction psychique celle qui sait ce qui est bon pour son bébé quand il dépend encore d'elle. Plus tard en grandissant ce sont les parents qui prennent cette place de guide, enfin à l'adolescence le guide devient social, il s'incarne dans les figures valorisées de la société. Mais ce dont les adolescents en dérive nous témoignent, c'est que pour eux l'autre social ne tient pas. « De quel droit tu me dis ça toi, t'es pas mon père, et, d'abord tu n'y connais rien aux parents, pourquoi tu me racontes ça ». Les parents sont tous devenus de vieux cons et les adultes aussi. Le Père est mort est un grand principe nécessaire à l'adolescent, mais que le Père soit mort n'est supportable que si l'on peut le remplacer par quelqu'un d'autre (un chef, un dieu, un maître, un sage, etc.). C'est dans cette quête d'un Autre qui tient que nos adolescents en dérive peuvent se précipiter pour trouver un sens à la vie « bétonné » chez un gourou quelconque, un imam de banlieue ou un pédophile notoire. Parce qu'effectivement ceux là ils savent de quoi ils parlent, comment s'ordonne le sens de la vie, du moins l'affirment-ils.

Bref, il existe une dépression des adolescents en dérive, des adolescents qui attendent désespérément un autre qui leur dise un tout petit peu « mais non de Dieu, il y'a des choses à faire dans la vie, et c'est comme ça que ça se fait ». C'est à dire, tout bêtement des adultes qui tiennent. La dépression est le premier grand symptôme des adolescents que l'on retrouve en dérive, dans toutes les couches sociales, autant chez les parents éducateurs, psychologues, psychanalystes, enseignants, médecins, que chez les parents les plus en galère.

Un deuxième versant de la souffrance des adolescents en dérive c'est que lorsqu'il n'y a plus d'autre pour baliser le parcours on doit le baliser soi même. On tente de le faire à ce moment là dans des agir et par une hyper excitation permanente qui permet de se croire ou de sentir exister dans la satisfaction de ses besoins ou de ses pulsions, de se sentir exister dans son acte. Et cette hyper

excitation permanente nous l'organisons culturellement pour nos enfants. Quand je vois les agendas de ministre de gamin de 5 ans entre l'orthophoniste, le pédopsychiatre, la musique, la danse, tel feuilleton à la télé et le goûter du copain... je suis terrorisé de cette excitation permanente qu'on leur procure. Alors le soir effectivement ils ont du mal à sortir de ce mode de fonctionnement et, donc, ils continuent à sauter dans tous les sens, ils continuent à s'hyper exciter pour se sentir exister. Cette hyper excitation c'est celle qui donne cette instabilité de la majorité des adolescents en risque. Une hyper excitation pulsionnelle qui leur permet, au moment de l'acte, de se sentir, d'être existants par l'acte qui peut aller aussi bien de la consommation effrénée d'un produit, à la consommation effrénée de l'autre dans une tournante (qui n'est jamais que le modèle agi du gang bang filmé dans les films pornographiques). Mais cette hyper excitation dans la satisfaction est un modèle qui est proposé aux préadolescents et aux adolescents comme une sensation d'existence, que ce soit dans les films d'horreur, les films de guerre, les jeux vidéos ou les films pornographiques. Cette hyper excitation est aussi un mode d'organisation de notre monde moderne, un mode de fonctionnement pour l'obtention de la satisfaction.

Chacun de ces deux symptômes dans lesquels s'expriment les souffrances adolescentes aujourd'hui, dépression face à l'absence de l'autre ou hyper excitation pour exister dans son acte, va exiger à chaque fois une réponse différente. D'un premier côté, il s'agira bien sûr de reconnaître le sujet, de reconnaître son désir pour qu'il advienne dans une place, de se situer en place d'Autre qui reconnaît. Dans ce cadre se situent nombre d'actions que nous avons pu mener dans les différents réseaux qui s'occupent des adolescents, de la boxe thaï aux expressions culturelles, aux créations artistiques, au graffiti... avec une reconnaissance de ce que l'adolescent peut produire comme créativité. D'un autre côté il va falloir, en même temps, veiller à poser une limite à l'hyper excitation proposée, dire qu'il n'y a pas que des possibles, et que l'agir n'est pas une façon d'exister, ou pas l'unique façon d'exister. Nous sommes donc pris dans une vraie contradiction à gérer. Pourtant quelques pistes existent, que ce soit du côté de cette tentative de reconnaître l'adolescent dans sa production en acte, comme de cet autre côté qui consiste, le même bien sûr, à limiter l'hyper productivité de l'adolescent dans ses actes. Il s'agit donc d'être en permanente tension entre l'accompagnement au sens d'une reconnaissance de l'adolescent et un interdit au sens d'une limitation.

Je vais maintenant donner un dernier sens à cette dérive adolescente.

Pourquoi ce changement de sens, alors qu'après tout les comportements et les déviations adolescentes sont les mêmes ? Sans doute parce que la fonction du lien social et la façon d'en constituer le lien social questionne directement l'adolescence, et que les adolescents d'aujourd'hui qui sont dans cette position entre dépression et hyper excitation viennent rencontrer de manière forte ce qui articule notre lien social moderne, un discours de liberté individuelle, partiellement issu des travaux de la psychanalyse et des psychologues qui disent que rien n'est interdit tant que ça ne transgresse pas le champ de la loi et de l'autre. Mais en même temps, ce discours de liberté individuelle pose une question fondamentale à nos adolescents parce qu'il indétermine la place du sujet là où le discours de référence des années précédentes était un discours où la place du sujet

était déterminée par des lois externes, par des enjeux externes. On les appelait Dieu, pouvoir, loi sociale... on les appelait tradition aussi. Aujourd'hui, face à cette indétermination de ce que serait un être humain, qui rend inconsistante l'organisation du lien social, l'adolescent tente de tous ses feux de trouver une réponse, « qu'est-ce que je suis et surtout que m'autorises tu à être dans le lien social ? » Quels sont les projets, au sens de projection vers l'avenir, qui sont tolérables ou non tolérables ? En l'absence de cette réponse l'adolescent se retrouve en panne, en panne d'un Autre qui pourrait vectoriser son pœours, qui pourrait lui permettre de se diriger en ayant les codes nécessaires.

La dérive est donc structurale à notre mode d'organisation sociale, au sens où toute liberté implique qu'on ne détermine pas le choix de l'autre. Pourtant, il est absolument nécessaire pour un adolescent d'avoir en face de lui des adultes qui lui disent « par là on n'y va pas ».

ECHANGES APRES L'INTERVENTION

Intervention de la salle

Des jeunes se repèrent actuellement entre eux à travers des phénomènes, musicaux ou autres. Il y a souvent là de la part d'adultes une tentative de récupération de ces mouvements de construction, en reprenant par l'économique par exemple, ce qui se construit dans une souffrance. Je crois que faire de la musique, c'est une construction, mais aussi une récupération.

A un niveau plus général, on voit jusqu'où les médias à travers l'image, l'information, prennent le pouvoir et inculquent ou peuvent inculquer de façon massive tout un ensemble d'informations complètement erronées mais qui rentrent par force. Et là, la réponse individuelle de l'adulte qui peut se positionner face à un jeune en disant « et bien non, par là tu ne peux pas aller ! » est de l'ordre du paradoxe, confrontée à des messages nettement moins clairs venant médias.

Serge Lesourd

Votre réflexion m'amène à préciser quelque chose de ce dernier propos.

C'est vrai que quand on est dans un lien social existant on ne peut pas se poser en opposition à celui-ci, sauf dans ce qui est des choix politiques d'une société, d'une organisation, de comment on a envie de vivre ensemble... Combattre un certain nombre de choses et de mouvements de fond, par exemple, combattre la lame fond de l'image, de la communication à distance... ça serait complètement incohérent et impossible. En même temps, ce qu'on voit bien, ce que nous nous voyons en temps que cliniciens, c'est ce que ça change quelque chose vu qu'effectivement, de plus en plus, le repérage de l'individu se fait par l'image qu'il donne. L'image qu'il donne dans un groupe ça peut être une image musicale, ça peut être une image de look.

Je pense à un adolescent qui effectivement pour pouvoir s'opposer et sortir du milieu familial s'est donné un look baggy avec la casquette à l'envers, le grand survêtement large, le tee-shirt dans lequel on en met 15 comme lui. Il a alors été repéré au collègue et stigmatisé comme étant un délinquant et la

moindre connerie lui était attribuée. Donc il a essayé de changer de look au collège. C'était matériellement compliqué, il partait de chez lui en baggy et il se changeait dans une cave de l'immeuble d'un copain. Cette question de l'identité est quelque chose d'important, parce que du coup, ce qui se fait dans cet exemple c'est que l'adolescent s'imagine avoir une identité interchangeable alors que ce qui lui manque c'est son unité personnelle. Ce manque de ce qui ferait une continuité est très inquiétant. Et peut être, effectivement, le travail que l'on peut faire quand on est un adulte face à ces adolescents à des identités éminemment changeantes, c'est de leur restituer une continuité. Que quand ils sont chiants, ou quand il est baggy, et quand il est jeans/basket, c'est le même. Continuité qu'ils perdent. Cela, effectivement il s'agit d'un mouvement de dérive sur lequel nous pouvons travailler en tant qu'adultes référents, à condition qu'on travaille justement dans une politique de réseau qui nous permet de repérer comment l'adolescence éclate entre ses différents moments... Et arrive là, la question du point fixe. Qui sera le référent point fixe, par exemple, dans un suivi ?

Intervention de la salle

Vous avez dit qu'il est nécessaire d'avoir un adulte qui tienne et en même temps il n'y a pas de tout possible. Cela me semble difficile puisque les adultes se comportent d'une façon où tout est possible et ne tiennent pas leurs positions, comment est-il alors possible qu'à un moment donné les adolescents puissent se construire ? Comment être référent, quand dans la vie sociale tout est possible ?

Serge Lesourd

On a encore quelques limites. Par exemple, dans 70 ans il n'y a pas beaucoup d'entre nous qui seront là pour discuter de cette question. C'est un exemple de limite. Il y'en a d'autres. il y'en a une qui peut être banale, c'est quand on est d'un sexe on n'est pas d'un autre, on fait un certain nombre de choses quand on est de ce sexe là, qu'on ne peut pas faire quand on est d'un autre. Elle est peut-être à réaffirmer. Une autre : quand on a une certaine fonction, par exemple dans le lien social, on ne peut pas dire ce qui va se passer plus tard. Par exemple, en tant que psychanalyste je peux essayer d'expliquer pourquoi on en est là aujourd'hui avec ce qui c'est passé avant. Mais sur l'avenir, je n'ai pas de parole légitime. C'est un rôle de politique, c'est de l'éducation, ce n'est pas mon métier. C'est à dire qu'on ne peut pas tout faire. La question c'est de bien savoir où est notre propre limite, et comment dans notre propre limite, par exemple, quand on est éducateur on n'est pas psy. C'est une autre limite. Et c'est là que l'adolescent va trouver un adulte consistant, dans cette limite ressentie par le sujet directement et qu'il porte en lui. C'est à dire, un adulte qui pourra effectivement montrer que quelque chose lui échappe. A une époque, j'ai pensé à des perspectives pour les adolescent dans le cadre d'un rapport pour le ministère de la Jeunesse et des Sports, à ce moment là en tant que psy j'avais complètement dérapé de ma place, ce n'était pas à moi de le faire. C'est dire que quelque part, je ne peux pas faire de prospective politique, ce n'est pas mon boulot. Par contre vous, directeur d'association, responsable de programmes municipaux... votre objectif à vous est de projeter dans l'avenir ce que vous allez faire. Je crois qu'il ne faut pas qu'on confonde les places, et ça du coup, ça explique justement cette notion d'un autre consistant, c'est à dire, d'un autre qui ne peut pas tout. Dès

qu'on pense tout pouvoir ou dès qu'on pense pouvoir être à toutes les places, à ce moment là on vient dans l'inconsistance. Parce qu'être un homme, une femme, parler de l'avenir ou du passé, ça revient au même, et à ce moment là les adolescents en face des adultes sont paumés.

Intervention de la salle

Est ce que les adultes peuvent leur redonner envie de leur ressembler d'abord, puisque je crois qu'il y a quelque chose comme ça, et une idéologie pour laquelle vivre, pour laquelle se battre ?

Serge Lesourd

Si vous interrogez un psychanalyste pour savoir si on a envie de grandir, il va vous répondre notre envie à tous c'est effectivement de ne pas grandir du tout, c'est de rester tout petit. Moi si j'avais ma maman qui venait me nourrir, me border tout les soirs, et que je puisse faire tout ce que je peux faire, je ne sais pas pourquoi je serais ici en train de vous causer, je serais dans ses bras, je ne l'aurais pas quittée. C'est mon désir le plus intime, et le plus profond comme chacun d'entre nous, inconscient bien sûr. Mais donc grandir, la belle affaire, comme le chantait Brel, lui il disait vieillir, grandir et vieillir c'est la même chose.

Au delà de cette première réponse sur le souhait intime de ne pas grandir, il y'a une réponse que j'ai envie de donner. C'est que grandir ce n'est possible que quand a un projet pour après. Avoir un objet en après coup, ça veut dire que ces bandes de connards de vieux, ils nous laissent la place. C'est à dire qu'ils acceptent de devenir des vieux. Donc qu'ils arrêtent de vouloir rester jeunes. Donc qu'ils soient capables d'accepter qu'ils sont hors des circuits de production. Qu'ils acceptent effectivement de devenir des sages, qu'ils arrêtent de vouloir faire des gamins à 50 ans. Qu'ils arrêtent effectivement de se constituer toujours jeunes. C'est à dire, au fond, qu'ils acceptent effectivement de vieillir. Qu'ils acceptent d'être balancés à la mort par la génération d'après. Parce que c'est cela que fait l'adolescent vis à vis des parents.

Alors là, collectivement, on a à se poser des questions : est ce que nous acceptons de vieillir ? « Vieillir, en mourir, la belle affaire, mais vieillir ». Là je n'ai pas de réponse encore, j'ai un constat.

COMPTE RENDUS DES ATELIERS

Conduites à risques et pratiques addictives

Quel travail avec les parents et les familles ?

Quelles adaptations des institutions éducatives ?

Les adolescents et les jeunes dans les festivals et les assemblés festifs

« J'ai mal à l'âme ». Quelle écoute, quelles attentions ?

Les « flottants » qui ne demandent rien

CONDUITES A RISQUES ET PRATIQUES ADDICTIVES

Les conduites qui évoquent des souffrances graves : tentatives de suicide, conduites alimentaires...

Différences entre pratiques individuelles et pratiques collectives.

Quelles régulations dans les pratiques individuelles ? Dans les pratiques collectives ?

Les pratiques addictives, cela comprend aussi l'alcool.

Le besoin adolescent de transgression des règles (situations festives, règles parentales...) à ne pas pathologiser.

Les sports à risques : quel rapport individuel et collectif au risque ?

Des constats

Les excès de consommation d'alcool par les jeunes adolescents (13 à 17 ans) ont été au centre des échanges.

Ces excès sont identifiés dans tous les lieux de pratique représentés dans l'atelier : espace urbain et rural, collèges et lycées, et structures de placement (Instituts de rééducation, MECS, CER, Foyers de l'enfance...).

Il apparaît que cette consommation s'inscrit nettement plus dans une recherche d'ivresse, certains ont même parlé d'anesthésie, que dans la recherche d'une facilitation des relations par l'effet désinhibiteur de l'alcool.

Ces excès peuvent être vécus en groupe ou individuellement ; d'autre part le sexe des jeunes consommateurs ne paraît pas être un élément discriminant pour une pratique individuelle ou collective. Par contre, des intervenants notent que les consommations individuelles sont plutôt le fait de jeunes en grande difficulté ; elles ne sont évoquées que dans les structures de placement.

De nombreuses associations avec du cannabis sont évoquées, celui-ci étant le plus souvent consommé sous forme de *joint*. Une seule pratique du *bang* est évoquée.

Des associations complémentaires avec de la cocaïne et avec des médicaments détournés de leur usage sont pointés par des éducateurs de prévention spécialisée.

La conscience des risques pris ne semble pas évidente, ceci malgré l'ampleur et la rémanence des informations portant sur la dangerosité des toxiques, dont les adolescents sont destinataires. Mais il est vrai que la dangerosité particulière de l'alcool, reconnue comme majeure par les pharmacologues, est niée sur la place publique par les lobbys de producteurs soutenus par une majorité d'élus locaux et nationaux. Quant à la banalisation permanente de la consommation de cannabis par les *people*...

Des essais d'analyse et de compréhension des dynamiques de consommation

Le contexte national de banalisation des excès de consommation d'alcool est évoqué par tous les participants. Il est cependant noté que cette consommation n'est pas socialement encadrée, donc pas cadrée, pour ces jeunes consommateurs qui consomment avant tout entre eux, et apparemment pas en de telles quantités dans les événements familiaux et sociaux. Sont même évoquées des dénégations et des dissimulations de pratique. Il y aurait donc alors une rupture dans un

accompagnement initiatique culturel limitant les surconsommations à des situations festives particulières, l'ivresse n'étant plus un des éléments de la fête collective intergénérationnelle ou encadrée mais le but unique de la pratique entre pairs.

Des expressions, des affirmations recueillies à l'occasion de groupes de libre parole et dans des structures d'écoute et de soutien individuel montrent chez les 12-15 ans l'importance de la volonté d'imitation des plus grands, tant avec l'alcool qu'avec le cannabis. S'ajoute à cela l'envie de croquer dans le fruit interdit justement parce qu'il est interdit, afin d'en connaître les plaisirs secrets et pour se penser plus grand, donc en dehors des interdictions protectrices des plus jeunes, dynamique classique à l'adolescence. Le problème est alors dans le contenu même des messages informatifs sur les toxiques. Pour certains participants ce constat conduit à l'invalidation des campagnes de prévention, qu'elles soient basées sur l'abstinence de toute consommation ou ne parlant que des risques liés à la consommation...

Les contextes familiaux sont également évoqués, ainsi que les positionnements de certains professionnels en contact avec les adolescents. Il semble qu'un discours centré sur la compréhension, le droit à faire ses propres expériences, souvent allié à un discours adulte de permissivité vis à vis du cannabis, ne permette pas à des adolescents en quête d'eux-mêmes de se trouver et de se marquer comme différents de leur entourage. Ceci est particulièrement pointé chez les adolescents issus des milieux socioculturels intermédiaires.

Une question reste entière : s'agit-il de phénomènes groupaux juvéniles banals, peut être un peu exacerbés mais qui se résoudre d'eux-mêmes, ou y a-t-il là l'évidence de souffrances ancrées dans le registre de la psychopathologie ? Pour les participants il est impossible de trancher dans un sens ou dans l'autre, chaque jeune étant différent et chaque conduite devant être inscrite dans un contexte et une histoire. Mais il est clair pour tous les intervenants qu'il n'y a pas ici à banaliser ou à ignorer, compte tenu de l'ampleur prise par le phénomène, de la gravité potentielle de ses conséquences et des souffrances sous jacentes qu'il peut exprimer.

Des pistes de travail pour les praticiens, par des praticiens

Dans les institutions de placement, qui plus est en CER, des attitudes fermes sont à adopter par les éducateurs. Les jeunes qui y sont accueillis ont besoin de cadres, de repères... tout l'art des professionnels est cependant de ne pas en faire des lieux d'enfermement sans paroles.

La pratique d'ateliers santé en milieu scolaire peut permettre de travailler dans la durée avec des groupes, sur des projets fédérateurs permettant de se confronter positivement à des difficultés techniques et au regard des autres. Mais comment faire pour que ces ateliers concernent librement ceux dont on peut penser qu'ils en ont le plus besoin ?

Est aussi rapportée en animation de quartier la pratique d'ateliers d'expression théâtrale dont un des aboutissements est le passage de l'indistinct du « on » à l'expression du « je ». Ces ateliers permettent également l'émergence d'émotions et la positivation de ces émotions dans le cadre de la création collective. La finalité en est évidemment la valorisation de soi même, pour certains l'aide à la résolution de la narcissisation, bien avant la nature et la qualité même de la production artistique.

QUEL TRAVAIL AVEC LES PARENTS ET LES FAMILLES ?

Les professionnels reçoivent de plus en plus de demandes d'aide de parents. Et il s'agit bien ici d'aide, de conseils, pas seulement d'écoute empathique. Est-ce possible ? Comment ?

Le lien avec les parents est-il obligatoire en dehors d'inquiétudes portant sur la psychopathologie ou de besoins liés à un accompagnement social complexe ? Les adolescents ont besoin de pouvoir se « jouer » différemment selon les lieux et les personnes.

La diversification sociale des adolescents concernés, en clair la présence des classes moyennes et supérieures, modifie le rapport habituel entre parents et travailleurs sociaux. Refus d'être objets du travail social, volonté de discrétion et parfois d'invisibilité sociale du problème, exigence et contrôle sur les façons de faire.

Des réponses, des actions collectives sont-elles possibles ?

Le « soutien à la parentalité » est devenu le leitmotiv des politiques sociales, mais de quelle parentalité s'agit-il ? La structure familiale, nucléaire, n'est plus la référence exclusive face aux séparations, aux recompositions familiales, face aussi aux organisations et aux références familiales issues d'autres cultures ...

De nombreux professionnels témoignent d'un accroissement de demandes de familles, et ce dans des milieux sociaux diversifiés. Une évolution très nettement relevée par les équipes de prévention spécialisée habituées à entrer en contact avec les familles à partir du lien établi avec l'adolescent et de plus en plus souvent sollicitées en direct par des parents ; que leur enfant soit connu ou pas par les éducateurs. Des assistantes sociales, des éducateurs de milieu ouvert, des enseignants, font les mêmes constats.

Au sein de l'Education Nationale, les enseignants sont confrontés à des situations familiales difficiles sans y avoir été préparés, des responsables d'établissements déclarent ne pas savoir « vers qui se tourner ».

Dans le travail social, les professionnels, compte tenu du nombre de mesures, des multiples tâches à assumer, manquent de disponibilité pour répondre à cette demande. Face à ces limites, apparaissent des projets d' « AEMO² renforcées » permettant, avec moins de mesures, une action plus soutenue sur certaines situations. Pour répondre aux familles qui sollicitent spontanément un service socio-éducatif, sans faire l'objet d'une mesure d'action éducative, le besoin existe de permanences d'accueil, notamment en milieu rural et péri-urbain.

Il s'agit de parents plus désorientés, désemparés que démissionnaires.

² Action Educative en Milieu Ouvert

Des parents qui ne supportent plus l'inactivité de leur adolescent, en rupture ou en échec scolaire, sans emploi, sans motivation exprimée, qui reste au domicile familial et ce, malgré un dialogue difficile ou rompu. Des parents pour qui cela ne pose pas de réelles difficultés économiques mais qui acceptent mal cette situation.

Des parents brutalement confrontés à des passages à l'acte, des tentatives de suicide, des départs, des actes de violence, des consommations de psychotropes qui les laissent désarmés. Des parents qui soudainement semblent découvrir le mal-être, la souffrance de l'adolescent.

Des parents qui viennent faire part de leur désarroi auprès d'un travailleur social, de leur sentiment d'impuissance, qui viennent solliciter un appui, une intervention : « allez le voir, dites-lui ».

Face à ces détresses, les professionnels disposent de peu de réponses si ce n'est l'écoute, la dédramatisation, le conseil, les médiations dans des crises familiales qu'il faut temporer.

Des parents à la dérive, qui ne savent plus trop où se situe leur place, certains dans une sorte d'adolescence qui se prolonge. A l'opposé, des adolescents qui prennent une place qui n'est pas la leur auprès des jeunes frères et sœurs, au sein de l'organisation familiale et domestique, dans les relations extérieures.

Des parents qui n'affrontent pas, par crainte de décevoir ou d'être désagréables, qui sont dans la séduction, dans le mimétisme vis à vis des adolescents. Assumer une position d'autorité, se confronter à l'adolescent, c'est à dire prendre le risque de ne plus être « sympa », de ne plus être aimé ou sollicité ; une position que des parents refusent, hésitent ou sont incapables d'assumer.

Des enseignants, des responsables d'établissements, du rural comme de l'urbain, rencontrent des familles incapables de poser des contraintes, des parents qui attendent de l'institution scolaire qu'elle sanctionne, qu'elle pose les limites ; d'autres qui, à l'inverse, interviennent pour faire annuler une sanction, faire modifier une note à la hausse - invoquant le mal-être dans lequel celles-ci ont mis l'adolescent - ne comprenant pas que l'enseignant, le Conseiller Principal d'Education ne soient pas dans les mêmes dispositions d'esprit : « qu'est-ce qu'il vous en coûte à vous de lever la punition, de mettre une bonne note ? »

Des parents de plus en plus obnubilés par la performance, la réussite de leurs enfants avec comme conséquences une « productivité » exigée des enseignants sous forme de résultats et des adolescents sous pression.

L'équilibre d'une famille peut aussi être menacé par des bouleversements extérieurs : perte d'emploi, changement de région, déracinement volontaire ou contraint ...

Confrontées au chômage ou à des difficultés sociales, certaines familles espèrent trouver ailleurs un cadre de vie plus favorable, « remettre les compteurs à zéro », laisser derrière elles les difficultés, échapper à des signalements et à un contrôle social qui se resserrent. Le rural voit arriver des familles démunies, en difficultés économiques, ainsi que des jeunes en difficulté, seuls ou en couples.

Des familles quittent la ville, le quartier d'habitat social pour le rural, pour la périphérie des villes et se retrouvent isolées avec leurs difficultés. L'Auvergne, le Cantal apparaissent - souvenir de vacances ou origines familiales - comme des havres de paix, à l'écart des dangers urbains. Ils attirent des familles de la région parisienne, du Nord de la France, mais comme le faisait remarquer un participant « la ruralité ce n'est pas la petite maison dans la prairie ».

En effet, le rural, loin d'atténuer les difficultés sociales, bien souvent les accentue. L'isolement, une plus grande difficulté à trouver des appuis auprès de services sociaux et une stigmatisation plus forte des différences et des difficultés, contribuent à renforcer les handicaps.

Par ailleurs, pour lutter contre la désertification de certaines zones, éviter la fermeture d'une école, certains élus tentent d'attirer de nouvelles populations par la construction de logements sociaux, de lotissements. Ces politiques d'urbanisation prennent rarement en compte les besoins liés à l'organisation quotidienne de ces familles (garde d'enfants, transports), leurs attentes en termes d'accès aux loisirs, de services, de réponses à leurs difficultés sociales et de recherche d'emploi. L'écart entre niveaux de besoins et de moyens génère, autant pour ces nouvelles familles que pour les communes, des difficultés souvent insurmontables.

Si certains professionnels sont interpellés par des familles, sans forcément connaître les adolescents, à l'inverse, des animateurs, des éducateurs, des enseignants souhaiteraient établir un contact avec les parents et se heurtent à la difficulté de les associer à l'action éducative. La distance géographique ou sociale, l'indifférence supposée, la défiance vis à vis de l'institution, sont invoqués pour expliquer la réticence des parents à venir aux invitations ou convocations.

Lorsque les enfants sont placés, le plus souvent par décisions institutionnelles, ce sont des parents à qui l'on retire leur enfant et qu'il faut maintenir ou réhabiliter dans une fonction parentale. Conséquences de la rupture provoquée, de la séparation physique, de l'éloignement : des adolescents qui ne réintègrent le domicile familial que quelques fois dans le trimestre, des habitudes de ne plus vivre ensemble qui s'installent, des rivalités qui s'établissent entre les parents et l'équipe éducative, autant d'obstacles à une collaboration avec les familles.

Dans d'autres situations, des professionnels présents sur des lieux fréquentés par des adolescents – bars, concerts, espaces publics – s'alertent de la pratique de diverses conduites à risques, pratiques juvéniles que les parents semblent ignorer ou dont ils sous-estiment la réalité et les dérives possibles. Dans un même ordre d'idées, des assistantes sociales, des infirmières de collèges, de lycées

reçoivent des confidences sur des sujets ignorés des parents. Des parents avec lesquels ces professionnels n'ont pas l'occasion de dialoguer, soit parce que ces parents ne se déplacent pas, soit parce que l'organisation de travail de ces professionnels font qu'ils ne sont pas en mesure d'aller à leur rencontre.

Quand on a l'adolescent, on cherche la famille. Quand on a la famille, on cherche l'adolescent. Faut-il impérativement être en contact ou en lien avec les deux pour réintroduire les parents dans ce qui se joue avec l'adolescent ou faire en sorte que l'adolescent soit pris en compte dans le projet des parents ? Faut-il les deux pour travailler ?

Lorsque les professionnels sont en relation avec les deux parties, faut-il systématiquement chercher à ressouder les fractures, tenter de recréer une harmonie familiale, recoller les morceaux entre l'adolescent et ses parents. Si oui, avec lesquels ? le père et la mère biologiques, s'ils vivent encore ensemble, la grand-mère qui l'a élevé, le beau-père avec qui il a passé son enfance ... ?

Intervenir à plusieurs collègues d'une même institution, à plusieurs partenaires suppose de ne pas se laisser enfermer dans des mécanismes d'alliance. Un équilibre est à trouver entre, d'une part, une trop forte cohésion qui donne le sentiment aux parents – comme aux adolescents – d'être face à un bloc, captif d'un contrôle social omnipotent et, d'autre part, une incohérence institutionnelle, des jeux de pouvoir et de rivalités qui neutralisent toute avancée ou laissent des situations sans réponses.

La question « que doit-on dire ou ne pas dire ? » est au centre des débats. Cette question se pose à l'infirmière du lycée, à l'éducateur, à l'animateur détenteurs de confidences ou de connaissances sur le mode de vie de l'adolescent que les parents ignorent. De l'avis des participants, il convient d'être clair et honnête avec l'adolescent sur ce que l'on ne va pas pouvoir garder de manière confidentielle et devoir livrer à ses parents ou à une autorité.

Cette question est aussi présente dans les relations partenariales et suscite des débats extrêmement sensibles : comment collaborer sans « tout se dire » ? La réponse réside sans doute dans le fait d'accepter de se limiter à ce qu'il est « utile à savoir » dans l'intérêt du jeune. Les institutions concernées doivent être explicites sur le cadre du partenariat, ses modalités et ses limites, ne serait-ce que pour ne pas laisser chaque professionnel négocier seul ses modes de collaboration, au cas par cas, en fonction des affinités ou des antagonismes entre personnes.

Les témoignages des professionnels laissent entrevoir une action avec les familles qui, dans les faits, se résume dans la plupart des cas à un travail avec les mères. L'action sociale et éducative prend appui sur la relation entretenues avec elles : ce sont elles qui viennent aux rendez-vous, aux réunions, qui semblent constituer le pivot actif de la cellule familiale et qui, souvent, se plaignent des pères inactifs, démissionnaires ou autoritaires qui bloquent les évolutions souhaitées, qui provoquent les

conflits avec les enfants ; des pères qui apparaissent singulièrement absents, silencieux ou très distants du travail social.

Perte d'autorité due au chômage ? Notion d'honneur rendant impossible le dialogue avec quelqu'un d'étranger au cercle familial pour la résolution de difficultés, rendant insoutenable les échecs et déviances des adolescents face à l'extérieur. Des pères qui, au regard de références culturelles, se sentiraient déçus de leur autorité par l'intervention d'un travailleur social – à fortiori une femme – perçu comme remettant en question ses principes éducatifs. Une perte de dignité, d'autorité d'autant plus forte que le chômage le renvoie à un statut d'assisté réduit à dépendre des revenus sociaux ou de ceux d'un fils, d'une fille ou de l'épouse.

L'action auprès des familles semble s'effectuer essentiellement sous une forme individualisée : manque de savoir-faire, de supports pour travailler sur le collectif ? Crainte de mettre les parents mal à l'aise, de restreindre l'expression, de rompre la confidentialité entre eux et le professionnel ? Toutes ces raisons sont évoquées, pour autant, à l'initiative d'équipes d'AEMO, de prévention spécialisée, de centres sociaux, de Caisses d'Allocations Familiales et d'établissements scolaires, des rencontres collectives, des groupes de parole entre parents, des activités et vacances familiales s'organisent. L'objectif est d'arriver à ce que les parents se sentent moins isolés dans leurs questionnements et leurs difficultés, parlent d'eux entre eux. L'expérience de ces diverses formes d'actions collectives semble prouver que cela fonctionne, parfois à la surprise des professionnels, balayant ainsi les dernières réticences ou inquiétudes qu'ils pouvaient encore avoir.

QUELLES ADAPTATIONS DES INSTITUTIONS EDUCATIVES ?

*Toutes les institutions sont concernées : loisirs collectifs (MJC, centres sociaux, services Jeunesse...), école (Collèges, lycées, internats scolaires), éducation spécialisée (Instituts de rééducation, MECS, foyers...), hôpital...
Quelle que soit l'institution et ses objectifs, quelle que soit l'indication sociale, ils n'y sont pas que élèves, que usagers de loisirs, que délinquants, qu'enfants battus ou malades : ils sont d'abord et tout le temps adolescents.
Quelle existence sociale pour chacun et pour tous : démocratie participative, attentions à chacun ?
Des institutions appliquent la loi de la « tolérance zéro », avec exclusion si infraction. Quelles suites ?
Quel fonctionnement avec les fugueurs à répétition ?
Quelles compétences pour quelles attentions globales à ces adolescents ?*

Compte-rendu, malheureusement, impossible, les notes ayant été perdues par ses animateurs !

LES ADOLESCENTS ET LES JEUNES DANS LES FESTIVALS ET LES RASSEMBLEMENTS FESTIFS

Des populations différentes, juxtaposées, qui parfois se rencontrent. Toute rencontre est-elle bonne ? A quelles conditions ?

L'espace et le temps d'apprentissages particuliers : transgressions fortes, nouveaux toxiques... Quels soutiens ? Quelles régulations de leur conduite dans l'espace public durant ces rassemblements ? C'est l'affaire de qui : police ? animateurs municipaux ? Prévention spécialisée ? Organismes du festival ? Etc. ?

Travailler dans l'éphémère du festival, de la fête : simplement de la régulation sociale, ou aussi de l'éducatif ? A quelles conditions ?

Quelles relations de travail avec la police, la gendarmerie, les douanes ?

Quelle aide aux organisateurs de petits événements festifs ?

Le tour de table habituel a pour but de croiser les constats sur les comportements des jeunes en milieu festif.

En premier lieu les réflexions qui ne manquent pas de fuser de toutes parts dessinent le paysage :

- ils sont adolescents
- jeunes travailleurs
- jeunes étudiants
- jeunes en voie d'insertion
- jeunes marginalisés
- ...

Le tableau descriptif restitué, d'une certaine manière, la nébuleuse de l'appellation *jeunes*. Cependant, les différents intervenants s'entendent sur un postulat large : ceux dont nous allons parler sont en majorité dans une tranche d'âge 16-20 ans.

- Pourquoi ?

Le premier élément de réponse est commun : les moments festifs s'inscrivent dans une trajectoire de transition à la vie adulte.

Le second fait débat : les pratiques de cette tranche d'âge sont pour la plupart ponctuelles mais pour certains durables. Autrement dit, ce qui fait problème n'est pas tant les pratiques festives en tant que telles, que leur inscription dans un mode de vie dans lequel on retrouve les attributs de la marginalisation ou les signes de décrochages d'une socialisation classique.

Cependant, les intervenants rendent compte de pratiques festives de plus en plus influencées par l'absorption de produits et déconnectées des temporalités habituelles. C'est-à-dire que les moments festifs débutent vers minuit et se prolongent jusqu'au petit matin. Ces populations s'approprient alors l'espace public, et d'une certaine manière le dénaturent tant ces pratiques sont incompréhensibles au citoyen.

Les scènes festives sont alors vécues par les pouvoirs locaux et les institutionnels comme des lieux d'instabilité, de perte de repères, d'anomie, de dérégulation... ; bien que – comme le souligne les

intervenants - la majorité du public concerné ne relève pas d'une intervention sociale. Cependant, on peut penser que ces manifestations semblent constituer des points d'attractions puissants pour diverses catégories de personnes dont les plus fragiles, les plus vulnérables, les plus en souffrance.

Les communes parfois isolées, cherchent des soutiens, que bien entendu, le réseau de prévention est en capacité de fournir. Encore faut-il pouvoir mutualiser nos acquis.

Les actions de prévention visent alors à prévenir, à enrayer les processus de décrochage social, dont le passage d'une défonce occasionnelle à une dépendance qui est « hélas banal pour un grand nombre ». D'autant que les manifestations ponctuelles, organisées "sur le pouce" par des collectifs inexpérimentés – parfois très réduits (3-4 personnes) - sont nombreuses.

Ainsi, la présence d'acteurs sociaux lors des manifestations festives apparaît indispensable. Mais cette présence, en quelque sorte éducative, doit avoir la capacité de produire un diagnostic, un état des lieux ; à la fois des publics, des risques et des réponses expérimentées. Du coup, les intervenants s'accordent sur la nécessité d'intégrer des réseaux d'interventions sociales lors des manifestations festives, et non seulement intégrer mais au-delà mutualiser les expériences afin de les optimiser.

Les diverses équipes oeuvrant dans ce domaine parlent de solitude, d'expériences individuelle, et souffrent d'un isolement dommageable à leur légitimité d'autant que la commande publique et politique est forte.

Ces difficultés à faire remonter les constats, les expériences est une source de malaise que le réseau *Jeunes en errance* « éponge » en partie.

Les expériences en la matière sont pourtant riches et inventives, de l'équipe de rue à Aurillac lors du festival en passant par l'action de la Mission d'Insertion Musique et des équipes de prévention de la Sauvegarde de la Drome, nombre d'opérations de prévention opèrent au plus près du local, inventant çà et là des rapports étroits avec des collectifs de jeunes intégrés dans une démarche de prévention ou encore des accueils significatifs pour des publics mineurs particulièrement "paumés". D'une manière générale il s'agit moins de l'accueil des "festivaliers" dans des lieux ad hoc que du souci de maintenir, proposer, projeter une présence/accompagnement/protection auprès des populations adolescentes dans les lieux de rassemblements juvéniles. Dans cette perspective, le lieu approprié est l'espace de la rencontre : la rue, les places, la salle de concert, le bar, ...

Les volontés ne manquent donc pas, de la Bretagne au Sud-Ouest avec dans chaque région un public spécifique et des modes festifs différenciellement intégrés aux modes de vie. Ainsi, à Narbonne la localité organise des concerts, des mini-festivals dans un environnement propice (les bords de plage). Les jeunes bien entendu y affluent, certains viennent de loin et restent quelques mois – le temps que durent les festivités – on assiste alors à des conflits, à un clivage fort entre les jeunes des quartiers de la ville et les festivaliers. Les filles sont nombreuses, y compris des jeunes filles de l'Est (forte concentration en 2003). L'association Le Tipi met en place une action de prévention. Nous constatons que les élus sont en quête d'informations fiables et raisonnées.

Une équipe de Chambéry relate un accompagnement de jeunes lycéennes "borderline" au festival d'Aurillac.

A Issoire, l'accueil des jeunes qui ne font rien paraît essentiel (localité isolée en milieu rural). Comment associer en amont ces jeunes à des organisations et à des partenaires locaux "spécialisés" dans la mise sur pied de concerts (Métal, Hip hop...) ?

L'équipe de prévention spécialisée de Mourenx s'interroge sur un public issu de la classe moyenne et « moyenne-plus » qui fréquente les concerts dont les entrées payantes (15 euros) sont sélectives mais qui n'empêchent nullement, au contraire, les conduites à risques. Les plus pauvres, notamment les lycéens de l'enseignement professionnel vont jusqu'à Pau dans les boites gratuites, les plus riches d'entre eux vont à Bayonne. Nous assistons là à une discrimination des lieux festifs qui n'est pas sans effet sur notre pratique. En bref, les jeunes de Mourenx s'en vont chaque fin de semaine et on ne sait pas où ils vont ; pendant que d'autres viennent sur la commune (salle de concert) et on ne sait pas d'où ils sont.

Le territoire est en mouvement, constatation depuis 1998 et les publics se sont rajeunis et diversifiés (adolescents et jeunes adultes) avec une part de plus en plus importante de jeunes filles. L'émergence des filles des catégories moyennes-plus est avérée.

En règle générale, ces populations sont relativement intégrées et les marginaux de moins en moins visibles.

Les styles musicaux semblent attirer des publics différents et requièrent de la part des équipes une nécessaire connaissance de ces styles.

Des praticiens relatent l'apport indispensable de réseaux de jeunes dans la compréhension de ces phénomènes. D'autant que les restitutions des intervenants font état d'accompagnements à la demande des jeunes, lors des festivals notamment. Ici, la présence de l'adulte inscrit dans un réseau d'interconnaissance est rassurante et autorise des interventions ponctuelles et efficaces en terme de prévention des risques et/ou de réduction des risques.

L'enjeu des actions de prévention est alors d'établir un contact avec un public qui, en majorité, n'est pas toxicomane, se situe dans la tranche des 15-18 ans, de plus en plus féminin, rompu à la communication, la médiatisation de l'information de plus sur un terrain ludique et festif. Les recettes ne sont pas miraculeuses bien au contraire, citons les principales :

- Une présence de prévention volontaire et intégrée aux réseaux de jeunes
- Des réseaux de professionnels qui mutualisent les expériences
- Des constats croisés et communiqués aux autorités compétentes
- Des informations adaptées aux pratiques festives
- Des professionnels intégrés dans l'organisation des festivals...

Cette présence significative et préventive peut être dès lors appelée « présence active » dans la mesure où - de plus - les professionnels rencontrent des associations organisatrices de concerts (on sait combien elles sont nombreuses), associations souvent informelles et en relations étroites avec des partenaires locaux, institutionnels et bénévoles.

La méthodologie de l'action s'appuie donc sur un lieu d'accueil circonscrit dans un espace public ou lieu festif dans lequel est pensée cette présence qui ne peut être le choix de quelques individus,

fussent-ils professionnels, mais raisonnés dans un ensemble organisationnel dont les jeunes sont bien entendu les premiers partenaires.

Ainsi, les actions de prévention doivent certainement se situer dans un contexte relationnel, organisationnel et social afin de comprendre les comportements festifs dans un ensemble plus vaste, que les pratiques festives précisément révèlent.

Pour le dire rapidement, on passe de l'accueil des jeunes à une stratégie d'actions partenariales. Et celles-ci ne coulent pas de source tant les acteurs ont des habitus, des pratiques, des affinités, des territoires, des...des...différents, hiérarchisés, opposés, divergents...

D'où la nécessité pour la plupart de constituer un groupe de soutien, d'accompagnement, auprès – entre autres, mais pas seulement – des structures et des partenaires. Ce collectif d'initiés aurait pour tâche de restituer les expériences, les savoir faire, les limites des actions de prévention,...les attentes, les besoins du public concerné.

En conclusion liminaire nous versons à ce compte-rendu les "brèves d'humanité" de certains intervenants :

- Aucun comportement n'est gratuit, accidentel ou sauvage.
- Il est toujours, quelles que soient ses formes, une réponse, une alternative à d'autres comportements ;
- mais ceux-là éventuellement, discrets, routinisés, normalisés, légitimes.
- Nous ne pouvons ignorer que les pratiques festives des jeunes interrogent la façon d'être ensemble et en tant que pratiques émancipées nous rappellent que la société n'est pas au dehors, qu'elle est toujours là et que par conséquent l'individu est d'emblée du social.
- Les modes festifs de notre jeunesse désignent donc bien qu'il n'y a pas de coupure entre l'individu et la société, mais que le sens n'est pas donné d'avance.
- Alors, la prévention participe de l'élaboration du sens de ces comportements festifs dans la société contemporaine.

Pour le dire autrement, retenons les propos de Catherine Chalier et Miguel Abensour dans l'introduction du cahier de l'Herne consacré à Emmanuel Lévinas « Que le sens n'est pas un vain mot et qu'il commence maintenant quand l'homme se tient à proximité de l'autre homme ».

- Ainsi, nous ne pourrions faire l'économie du fait que les comportements festifs ne se résument pas à ce que nous en percevons de prime abord mais qu'ils sont aussi une dimension qui oblige la culture à s'élaborer et qui tiennent aujourd'hui aux caractéristiques de la société contemporaine.
- Alors, si les comportements festifs des jeunes manifestent un besoin de société, nos interventions de prévention restituent d'une certaine manière le sens du vivre ensemble.

Pour la poursuite des travaux, nous proposons que les expériences, les réflexions concernant ces actions puissent être transmises au réseau « Jeunes en errance » via les CEMEA et ceci en premier lieu pour pallier les absences de ce compte-rendu

« J'AI MAL A L'AME ». QUELLES ECOUTE, QUELLES ATTENTIONS ?

On parle ici de la « souffrance psychique », un espace et des pratiques qui s'inventent et se structurent entre le soin et l'accompagnement social.

Comment faire quand on pense qu'il faudra passer à un travail plus approfondi avec un psy... et qu'ils y sont réticents ? Comment ne pas renvoyer systématiquement la question aux psys ? Ecouter, répondre, c'est aussi de la compétence des éducateurs et des animateurs.

Il y a ceux qui viennent le dire. Et puis il y a ceux qui ne le disent pas, qui ne viennent pas, mais qui d'évidence vont mal. Comment aller vers eux pour que « cela » sorte ? Qu'est-ce qui permet de penser qu'ils vont mal ?

Quelles prises en compte dans les structures de soins : après une tentative de suicide, en médecine générale...

Témoignage d'Hubert Fournier, éducateur en prévention spécialisée à Clermont Ferrand, au sujet d'une expérience conduite autour d'un Point Accueil Ecoute Jeunes : « L'ECOUTILLE ».

La création du PAEJ répond à un constat de l'équipe de prévention spécialisée de la nécessité de travailler en amont avec des jeunes collégiens, lycéens ou étudiants ; des jeunes en mal-être, en dérive, mais qui ne se considèrent pas comme des cas sociaux et qui n'ont pas d'expérience de fréquentation de travailleurs sociaux ; un public beaucoup plus diversifié que celui habituellement en lien avec la prévention spécialisée.

C'est un outil utilisé parallèlement au travail de rue.

Un espace très peu marqué « travail social », en centre ville et à proximité de plusieurs établissements scolaires, ouvert à raison de quatre permanences de deux heures chaque semaine et d'un numéro de portable. Le jeune est reçu « avec ce qu'il amène », sans orientation pré-établie, de manière anonyme.

L'écoute sans a-priori, la disponibilité, l'échange dans un mode relationnel « d'égal à égal », constituant, plus que les réponses apportées, la base de l'action.

Mais « L'ECOUTILLE » est aussi un lieu relié à un réseau : en amont par des contacts et des informations auprès de vingt cinq établissements scolaires, une collaboration avec neuf d'entre eux ; en aval par les liens établis avec les dispositifs et structures susceptibles d'offrir des réponses dans une diversité de domaines.

Les adolescents arrivent à « L'ECOUTILLE », envoyés par un enseignant, un CPE, un délégué de classe, une infirmière, une assistante sociale, mais « le bouche à oreille » fonctionne très bien. Des parents sollicitent aussi « L'ECOUTILLE », ils constituent environ trente pour cent des passages.

Certains adolescents ont déjà fait la démarche de rencontrer un psychologue, souvent à l'initiative des parents. Une forte majorité des adolescents qui s'adressent à « L'ECOUTILLE » sont en perte de confiance vis à vis des adultes de leur entourage.

La libre adhésion, l'anonymat, principes sur lesquels fonctionne le lieu, ne sont pas en contradiction avec la nécessité de garder une trace des passages et l'éducateur prend aussi l'initiative de « relancer », de demander des nouvelles.

Témoignage d'Anne Bonichon, infirmière en pédopsychiatrie à Aurillac.

Anne Bonichon intervient en milieu scolaire, sur un axe « prévention du suicide » avec des équipes d'adultes relais au sein des établissements scolaires du Cantal. Parmi ces équipes se retrouvent des enseignants mais aussi des agents d'entretien, des cuisiniers, tous volontaires et formés au repérage et au dialogue avec les adolescents en difficulté.

L'existence de ce réseau d'adultes relais permet d'être plus attentifs aux adolescents en mal-être et de les orienter vers un soutien ou du soin. Ces adultes relais bénéficient d'une supervision de la part d'un psychologue.

Le constat est fait d'une difficulté de continuité de la prise en charge lorsqu'à dix huit ans, les jeunes sont orientés vers la psychiatrie adulte.

Témoignage de Christian Liotard, éducateur en prévention spécialisée sur le centre ville de Valence.

Une intervention à la lisière « entre deux mondes », d'une part celui des jeunes en difficulté, d'une plus grande diversité de profils que dans un quartier d'habitat social, d'autre part celui de l'errance. Une lisière dont les éducateurs peuvent observer le franchissement, par exemple à proximité des établissements scolaires, lorsque des lycéens décrocheurs croisent des gens de la rue. Il s'agit le plus souvent de jeunes locaux, issus de milieux pas nécessairement défavorisés, qui abandonnent, prennent de la distance avec la scolarité, la vie familiale. Ils se regroupent dans certains espaces urbains (jardins, squares, espaces piétonniers) et à la périphérie des établissements scolaires³ autour de diverses consommations (tabac, bière, cannabis).

³ Les « lycées sans fumée » qui renvoient à l'extérieur la consommation de tabac

L'équipe de prévention spécialisée est présente dans ces espaces comme dans ceux plus spécifiques à l'errance et la grande précarité : accueil de jour, hébergement d'urgence, CHRS... ; autant de points de contacts à partir desquels s'enclenchent des accompagnements, des démarches, des relais avec les différents réseaux d'action sociale, d'aide ou de soins et au sein de la population en errance elle-même.

L'équipe est cycliquement alertée au sujet de jeunes filles qui, ayant décroché de leur milieu familial et social, trouvent refuge auprès de certaines figures de la rue et de la marge. Des histoires amoureuses s'engagent, quelquefois suivies d'une grossesse et d'une maternité ; des itinéraires qui sont susceptibles de les faire glisser vers la marginalisation, l'errance. La proximité des éducateurs avec ces réseaux marginaux, l'anonymat et une confidentialité de la relation éducative facilitent le contact et permet une action éducative et sociale.

Débat

La présentation de ces trois expériences est l'occasion d'échanges entre les participants, avec certaines convergences :

D'une part, sur les constats au sujet du « mal à l'âme » d'une jeunesse, avec diverses déclinaisons de ce mal-être, suivant le milieu social, la nature des difficultés, l'itinéraire.

D'autre part, sur les modalités de réponse à apporter :

En tout premier lieu, une vigilance et une attention à ces jeunes qui vont « presque bien », à ces souffrances muettes et invisibles présentes dans des milieux sociaux sans difficultés apparentes, sans histoires. Des jeunes qui, un jour, basculent, font une tentative de suicide sans antécédents repérables, décrochent, ne s'intéressent plus à rien, flottent « dans le vide ». L'importance du « signalement » entre pairs est soulignée, ce sont souvent les autres adolescents proches qui sont les mieux placés pour déceler et alerter. La disponibilité de l'adulte, la confiance et le crédit que lui accordent les jeunes seront aussi déterminants.

La notion de temps est évoquée comme un paramètre incontournable des réponses éducatives : « permettre au jeune de poser ses valises », « lui laisser le temps de s'exprimer », « être à l'écoute », « à côté » ; assurer une présence le temps nécessaire.

Une position d'écoute et de disponibilité qui n'exclut pas de replacer des repères, des limites, de prendre position, un positionnement d'adulte qui fait partie de l'attention due à l'adolescent.

Le professionnel doit pouvoir être aussi en proposition de supports où l'adolescent va trouver « de quoi s'arrimer », un centre d'intérêt, un désir qui va naître pour une activité, pour un projet. Quelles

que soient l'importance de l'écoute et de la parole, « faire avec », « faire ensemble » doit faire partie de la réponse éducative. La notion de projet ne doit toutefois pas occuper tout l'espace et devenir une condition à la poursuite de l'accompagnement. Il s'agit avant tout d'être auprès des adolescents et de favoriser l'accomplissement de leur projet « à eux ».

Autre remarque, la position d'attention, d'écoute qu'il convient d'observer vis à vis de ces adolescents ne concerne pas uniquement « les choses dites », elle s'effectue aussi à travers l'observation de leur comportement et leur mode de vie.

Le travail éducatif c'est aussi de la mise en lien, de la réaffiliation sociale. La relation éducative, la relation de confiance ont aussi leurs limites si elles n'ouvrent pas sur une existence sociale, des réseaux, des relais ; réseaux qui nécessitent d'être sans cesse réactivés, renouvelés, élargis.

La prise en compte des adolescents en mal-être pose celle de leur prise en charge sur un terrain plus thérapeutique et médical. Ce qui soulève la question de l'articulation entre le travail social et la psychiatrie, l'éducatif et le soin. Le versant éducatif diffère du versant psychologique ou psychanalytique dans les réponses apportées mais les deux approches sont compatibles. Des éducateurs s'approprient une démarche clinique et conduisent des adolescents vers le traitement.

Quels moyens doit-on mettre en place pour faciliter la démarche vers le soin ? Faut-il intégrer un psychologue à l'équipe des lieux d'écoute ? Le travail de supervision en équipe avec l'aide d'un intervenant extérieur semble pouvoir répondre à un besoin et dans certains cas à une nécessité. Il permet une analyse de l'accompagnement et aide les éducateurs à travailler avec la souffrance psychique des jeunes.

Reste qu'il est toujours difficile de savoir si l'on est sur le terrain de la souffrance psychique ou de la santé mentale, avec la question restée sans réponse « est-ce qu'on ne réfère pas trop le mal-être au psychologique ? »

LES « FLOTTANTS » QUI NE DEMANDENT RIEN

Ceux qui ne vont pas vers les institutions et qui semblent isolés, perdus, désemparés.

Ceux qui y viennent et qui y restent muets, silencieux.

Que devraient-ils demander ?

Qu'est-ce qui permet de penser qu'il y a problème ?

Acceptons-nous qu'ils soient là... à ne rien faire ? Mais alors pourquoi sont-ils venus et reviennent-ils ?

Comment veiller à rester proches et disponibles ?

La preuve qu'un ado va bien c'est qu'il s'agite dans des activités ?

La notion de « flottants » évoque un entre deux : celui qui flotte ne coule pas mais par ailleurs il n'est pas perçu comme susceptible de s'engager, de s'investir.

Dans cette catégorie, se retrouveraient les jeunes « qui ne demandent rien » mais qui pour autant inquiètent. Ce qui suppose que leur silence, leur absence d'engagement, leur inactivité sont interprétés comme symptômes de mal-être.

Parmi les flottants, il y a ceux qui flottent dans un cadre : l'établissement scolaire qu'ils continuent à fréquenter, le foyer dans lequel ils sont placés, la vie familiale à laquelle ils restent intégrés. Mais il y a ceux dont le décrochage est effectif : les adolescents qui abandonnent leurs études, quittent le domicile familial et qui s'enfoncent dans l'isolement et dans l'errance. Sont-ils encore à considérer comme flottants ?

Qu'est-ce qui menace les « flottants » ? De réels risques de perte de lien, de marginalisation, de déprime, de passage à l'acte ? Ou est-ce seulement une angoisse d'adulte incapable de supporter les hésitations, les indécisions, les errements de l'adolescent ? Est-ce que flotter n'est pas une caractéristique propre à l'adolescence ? A partir de quel seuil doit-on la considérer comme pathologique ?

Le questionnement des professionnels, leurs inquiétudes, sont aussi largement induites par l'expérience auxquels certains se sont trouvés un jour confrontés : celle du passage à l'acte brutal (tentative de suicide, fugue ...) d'un adolescent, passage à l'acte qu'ils estiment n'avoir pas su anticiper, l'éventuel signe précurseur qu'ils se reprochent de n'avoir pas décelé.

Les flottants ne demandent rien et pourtant ils sont là. Encore faut-il être en mesure de leur prêter attention derrière l'agitation des plus actifs, de les écouter dans le tumulte des plus provocants.

Des éducateurs de prévention spécialisée arrivent sur des communes où les jeunes n'attendent rien des travailleurs sociaux, n'expriment aucune demande ; les seuls indicateurs étant les conduites

observées dans certaines situations (consommations à risques, chahuts, dégradations, vandalisme) mais témoignent-elles d'un mal-être, de difficultés personnelles ou sociales sur lesquelles l'éducateur serait en mesure d'agir ? Les demandes d'intervention proviennent surtout des adultes inquiets de certaines dérives ou dérangés par l'occupation intempestive de l'espace public. Dans ce contexte, même avec ceux pour lesquels elle se justifie, la relation éducative met du temps à s'établir.

Qui les voit ? Qui les remarque ? Qui interpelle à leur place ? Qui appelle à réagir ? Les professionnels présents sur les lieux de regroupements ou au sein des institutions que ces flottants fréquentent ? Les parents qui s'inquiètent, qui ne supportent plus l'inactivité de l'adolescent ? Les copains qui voient l'un d'entre eux s'enfermer dans le mutisme et la déprime ?

L'isolement du « flottant », son absence de relations sociales apparaissent comme des indicateurs plus préoccupants que son seul manque d'engagement et de dialogue avec l'adulte.

Le défaut de parole est-il synonyme d'absence de demande ? Peut-on se dédouaner d'une absence d'intervention par l'absence de demande explicite ?

S'ils ne demandent rien, est-ce leur attitude qui parle pour eux ? Doit-on interpréter ce silence comme un désir de rester en retrait, de marquer une pause, de souffler ? Doit-on au contraire y voir une incapacité à s'avancer, à parler, à solliciter ?

L'interprétation va en partie déterminer la réponse : soit attendre en restant vigilant et disponible - au regard du droit de chacun de conduire sa vie - soit intervenir au nom du devoir d'assistance vis à vis d'une personne en souffrance ou en attente.

Face aux flottants, c'est aussi le seuil de tolérance des institutions qui est en question : jusqu'à quel niveau sont-elles en mesure de supporter l'absence d'engagement, d'accepter cet adolescent qui ne provoque pas, n'agresse pas mais, par son inertie, marque la volonté ou l'incapacité de s'inscrire dans le projet éducatif. Sommes nous en capacité de proposer une alternative à l'injonction « tu t'investis ou tu t'en vas ».

Ne pas démissionner, maintenir le lien avec ces adolescents exige de repousser les limites de nos exigences habituelles en matière d'investissement dans un projet.

L'absence de demande induit une absence de réponse à proposer et conduit les professionnels à se retrouver eux-aussi dans l'inaction, « en panne », sans savoir comment agir face à des adolescents sur lesquels les méthodes pédagogiques ne semblent avoir aucune prise.

Souvent le « ticket d'entrée » dans une structure, l'accès à un service passent par l'énoncé d'un projet ou d'une demande et ce, d'autant plus si la structure ou le service sont spécialisés dans un champ

bien déterminé. Sentir que l'adolescent « est motivé », « en demande » contribue à sa prise en compte. A l'inverse, face à un adolescent « qui ne sait pas ce qu'il veut » la réponse explicite ou implicite peut être « tu reviendra quand tu sauras ». Ce type de préalable écarte toute possibilité de construire avec lui un projet qui reste, pour l'heure, mal identifié ; l'adolescent étant plus enclin à exprimer ce dont il n'a pas envie que ce qu'il désire.

Peur de l'échec ? Des adolescents semblent paralysés par le niveau d'attente des adultes et préfèrent renoncer que de décevoir : des adolescents qui se sentent en total décalage avec le projet des adultes et des institutions et qui n'ont d'autres solutions que de démissionner, ne se sentant pas de taille à lutter, à affronter et à convaincre.

Importance de lieux d'écoute « généralistes », d'espaces de rencontres où l'adolescent va pouvoir se poser, parler et progressivement élaborer. Des lieux où les adolescents puissent être ensemble dans des situations propices à l'émergence de désirs, de projets, à un âge où la convivialité entre pairs prime souvent sur l'intérêt pour la pratique d'une activité. Peut-être ne rien faire d'autre que d'être ensemble. Et si apprendre à se découvrir et se construire au milieu d'autres était en soi une activité, un travail consommateur d'énergie, cette énergie qui semble tant leur faire défaut pour d'autres occupations ?

La gestion de tels espaces, la présence sur les lieux où les adolescents se regroupent spontanément suppose de la part des professionnels une compétence à ne pas seulement savoir faire mais aussi à savoir être : simplement être là et signifier que l'on est attentif, manifester de l'intérêt par un bonjour, une marque d'attention ; l'objectif étant de constituer un point d'arrimage pour des adolescents qui flottent au gré de leur humeur et des rencontres. Ne pas « mettre la pression » mais laisser venir en veillant à ce que la dérive n'entraîne pas l'adolescent au-delà des barrières de sécurité.

Le travail en réseau, un panel d'interlocuteurs potentiels à disposition de l'adolescent démultiplie les occasions de dialogue et constitue un filet de protection efficace.

Les flottants nous interpellent dans le registre de la temporalité. Le temps qui leur est nécessaire pour mûrir, cheminer, franchir différentes étapes n'est pas toujours compatible avec le rythme et les échéances imposés par les institutions.

Faut-il des professionnels de l'écoute attentive pour ceux qui ne demandent rien ? Faut-il des sas d'attente où placer ceux qui sont en suspend, ceux qui ont besoin d'une pause ? Le métier d'enseignant serait-il d'apprendre uniquement à ceux qui le veulent bien, celui d'animateur d'organiser des activités pour les seuls jeunes motivés ? Resterait alors aux éducateurs ou aux psychologues la prise en charge des inaptes, des indécis, des « sans motivation » et des « sans projet ».

Les professionnels ne sont pas non plus réduits à attendre que « quelque chose » se déclenche, la proposition d'activité peut être une incitation à sortir de l'indifférence affichée, une manière de provoquer une réaction.

Le flottement n'est pas toujours du côté des adolescents. Nos dispositifs, nos institutions dont les projets et les complémentarités fonctionnent remarquablement bien en théorie sont souvent, dans la réalité, beaucoup moins opérationnels. Que l'on pense aux délais d'attente pour un rendez-vous dans une mission locale, aux choix d'orientation déterminés par le nombre de places dans telle filière, aux divers interlocuteurs indisponibles qu'un adolescent est susceptible de croiser, aux promesses et engagements non tenus, aux attentes déçues ; tout un ensemble de violences invisibles qui s'exercent sur les adolescents.

Ne posant pas d'urgence, les flottants peuvent aussi permettre aux institutions des réponses flottantes : Est-ce bien nous qui sommes compétents pour répondre ? Ne devrait-on pas renvoyer à d'autres ? Différer ? N'exigeant rien, les flottants laissent à chacun la possibilité de ne pas répondre en se repliant sur sa mission, le cadre précis de son métier ; c'est à dire la prise en compte de ceux dont la demande est en adéquation avec ses compétences et le projet éducatif, social ou thérapeutique de son institution.

Le flottement des repères, le fait que de nombreuses règles, de nombreuses valeurs deviennent relatives, adaptables suivant les choix individuels, suivant les circonstances, constitue aussi une invitation à ne pas se positionner de manière claire et déterminée. Le flou de la période adolescente qui s'éternise, sans échéance bien déterminée, n'invite pas non plus à la prise de responsabilité et d'autonomie.

Le rationnel et le chaotique : tous les itinéraires sont-ils aussi logiques que ce que la mémoire adulte en conserve comme souvenir ? Hésiter est-ce seulement un signe de faiblesse ? Les itinéraires se construisent aussi en fonction des opportunités, des rencontres et rarement de manière prédéterminée.

TABLE RONDE FINALE

Animateur :

Dominique BOUSQUET

Directeur de l'association Accent Jeunes. Aurillac

Participants :

Gilbert BERLIOZ

Consultant en politiques sociales

François CHOBEAUX

Serge LESOURD

Gilles MONCOUDIOL

Dominique Bousquet

Les deux organisateurs de ces rencontres, François Chobeaux pour les CEMEA et Gilles Moncoudiol pour l'UNASEA, vont nous faire part de ce qu'ils ont perçu dans leurs animations d'ateliers, dans les échanges avec les animateurs des autres ateliers, et dans les échanges informels que nous avons tous ensemble depuis deux jours. Deux autres intervenants apporteront également leurs points de vue : Serge Lesourd, et Gilbert Berlioz, consultant en Politiques Sociales, qui était référent de l'atelier « Quelle adaptation des institutions éducatives ? ».

Après leurs interventions le débat sera ouvert entre nous tous.

François Chobeaux

Au risque de la synthèse trop rapide alors que nous n'avons pas commencé à exploiter le fond des échanges en ateliers, je vous propose six points de réflexion.

Premier point, le besoin d'approfondir sur le lien entre responsabilité professionnelle et positionnements personnels.

Nous devons continuer à nous éclaircir sur la différence, la relation, l'homogénéité entre le statut professionnel et l'implication personnelle. Quand on s'adresse à des jeunes avec lesquels on travaille sur la gestion de leur vie, sur leurs mises en risque, sur leur utilisation raisonnée ou irraisonnée de toxiques, peut on se mettre à l'écart de la réflexion, et si oui jusqu'où ? C'est pour partie possible et d'ailleurs nécessaire puisqu'on est là pour les remuer et que l'on n'est pas à parité avec eux. Mais en même temps ce sont aussi des questions que l'on vit et que l'on se pose, et à partir du moment où on interpelle quelqu'un sur ses façon de conduire sa vie, il peut être légitime pour cette personne de renvoyer l'interpellation en miroir en nous disant : « *et toi, comment conduis-tu la tienne ?* ». La seule réponse du type « *c'est moi l'éducateur* » me paraît assez limitée.

Deuxième point, les relations entre les individus et leurs groupes d'appartenance.

Puisqu'il est question d'adolescents il est forcément question de groupes de pairs. Un ado ça ne vit pas tout seul, ça vit avec ses copains, éventuellement ça s'enferme dans son groupe de copains. Et pourtant j'ai beaucoup entendu dire « *comment je travaille avec cet individu là* », et ai très peu entendu dire « *comment je travaille avec le groupe dans lequel est cet individu, pour travailler avec cet individu dans son groupe* ». Et j'ai entendu une nouvelle fois la phrase des enfermements professionnels « *les animateurs travaillent avec les groupes, les éducateurs avec les individus* ». Comme si les animateurs oubliaient les personnes, chaque personne, et comme si les éducateurs n'avaient toujours pas intégré les pratiques du travail social coopératif. Nous voilà bien ! Comment mailler les deux ? A mon avis c'est obligatoire pour travailler avec des adolescents.

Troisième point, le constat de différences d'appréciation, parfois de discordances entre des façons de présenter les projets institutionnels, d'en parler, et de se positionner dans sa pratique, entre des personnes travaillant dans les mêmes structures, parfois dans les mêmes équipes.

Comment réussir à structurer des jeunes en mauvais états si les projets institutionnels ne sont pas eux-mêmes cohérents, porteurs et cadrants, et si les professionnels ne sont pas en cohérence entre eux, alors que ces jeunes sont pour partie là parce qu'ils ont grandi dans des incohérences familiales ?

Quatrième point : à un moment donné il faut être clairs et nets, l'éducatif ne suffit plus.

Il y a des enfants, des adolescents, des adultes dont le problème, dont la difficulté est à traiter du côté professionnel de la psy. Sur des problèmes de psychopathologie grave, de dysfonctionnement psychique grave, l'éducatif ne peut rien. Ce qui ne veut pas dire qu'il doit passer la main. Comment continuer alors à travailler ensemble entre l'éducatif et le soin ?

Cinquième point. Il a beaucoup été question de réseaux et de partenariat, et je vous avoue que cela m'inquiète toujours beaucoup.

J'aime bien les réseaux, j'aime bien le travail en partenariat, mais je me dis en même temps que les adolescents ont fortement besoin de pouvoir se jouer de façons différentes sur des scènes différentes, et que ça m'intéresse beaucoup de leur permettre de se jouer différemment dans certains lieux, dans certains espaces, dans certaines relations. Et si tout est transversal, si tout se transmet, si tout se communique, ils ne pourront plus se jouer différemment, ils seront complètement coincés, bouclés, assignés à un seul comportement, et je pense que certains exploseront. Ce qui renvoie aussi au travail avec les parents : faut il toujours être en lien avec eux ? C'est toujours la même question : comment là aussi permettre à des adolescents de se jouer différemment ?

Sixième point : les adolescents dans l'espace public.

Comment continuer à travailler le lien qui m'apparaît nécessaire entre trois pôles de pratiques professionnelles :

- l'intervention publique la plus « douce » et la plus adaptée à ces jeunes qui est l'intervention d'animation, l'offre d'animation, d'accompagnement,
- l'intervention plus spécialisée de travail social,
- l'intervention de cadrage et de rappel des interdits. Et c'est de la responsabilité de qui, celle là ? C'est la responsabilité des animateurs, des éducateurs, ou seulement de la police et des gendarmes ? Moi, professionnel, j'accompagne les jeunes jusqu'où, je suis avec eux jusqu'où, comment, avec quelles limites marquées par qui ?

Gilles Moncoudiol

Dans ce que je vais dire, beaucoup de choses se recourent avec ce que vient de dire François Chobeaux. Ce que j'ai noté, sans prétention d'exhaustivité, ce sont surtout des questions, ce qui en soi n'est pas gênant par rapport à des journées qui se voulaient le démarrage d'un chantier ; l'objet n'était pas de mettre un point final à des réflexions antérieures trouvant là l'occasion d'un exposé magistral. Je constate que cette problématique des ados nous met en question.

Cette question des ados, si l'on en juge par les personnes qui ont participé à ce colloque, concerne à la fois des professionnels qui sont en contact avec des ados et se posent la question « *comment contacter la famille, comment rentrer en contact avec la famille ?* » – d'où la question que posait François : est-ce que c'est indispensable ? - et ceux qui sont en contact avec la famille et qui, soit à la demande de la famille, soit parce qu'ils estiment que c'est de leur mission, cherchent à contacter l'ado. Faut-il tout rassembler ? Faut-il tenir les deux bouts pour arriver à travailler, à faire avancer les problèmes qu'on a sous les mains ? Ce qui nous renvoie aux limites de l'action parce que l'on sent bien que l'on ne tient pas tout, que l'on n'a pas toutes les compétences non plus. Soit on accepte ces limites, soit on ne les accepte pas parce que ces limites sont perçues comme des imperfections à l'action ; une action qui aurait de meilleurs résultats si l'on avait telle compétence, si l'on pouvait contacter les parents, si l'on pouvait voir l'adolescent ... Mais peut être aussi, ces limites, elles sont à poser comme une réalité, réalité à renvoyer aussi bien aux parents qu'aux adolescents, « *oui, ce que vous me dites je l'entends bien, mais là dessus, je ne peux pas grand chose* ».

Ces questions renvoient aussi à la compétence qui nous est attribuée, c'est à dire que la compétence c'est « savoir faire » mais c'est aussi, peut-être à contre point de ce que je viens de dire à l'instant, celle que nous attribue quelqu'un qui s'adresse à un travailleur social, à un enseignant. C'est parce qu'il nous attribue à ce moment-là une compétence qu'il s'adresse à nous. Dans quelle mesure, par rapport à cette confiance que l'on nous accorde, peut-on totalement se défausser ? Il y a là des questions qui ne sont pas forcément antinomiques mais qui constituent des bornes entre lesquelles il faut à chaque fois chercher des points d'équilibre ; avec cette question que se posent beaucoup de professionnels : « *est ce qu'à certains moments, je ne suis pas amené à outre passer mes compétences ?* »

Il semble aussi que quelque chose d'assez crucial autour du travail avec les adolescents tourne autour de « *qu'est qu'on dit, qu'est ce qu'on ne dit pas* », « *dire ou pas dire* » et qui apparaît encore un peu plus crucial dans le partenariat sur lequel je reviendrai.

Dans le travail avec les adolescents, ce qui semble aussi une caractéristique importante, c'est la mise sous tension, avec peut être une confusion que l'on peut faire les uns ou les autres entre difficulté et problème. C'est à dire que traverser les difficultés, c'est le lot de tout le monde et peut être encore un peu plus à l'adolescence. Est ce que c'est pour autant un problème qui nécessite qu'on réagisse en urgence ?

Dans ce que j'ai beaucoup entendu aussi, et cela fait partie des choses qu'on avait lancées avant, c'est l'évolution des familles ou en tout cas l'évolution de la demande des familles : de plus en plus de demandes. Est ce que c'est vraiment de plus en plus de demandes, ou bien sommes-nous tous un peu plus à l'écoute ? Ce qui fait que chaque fois qu'un parent ou un adolescent s'adresse à nous on entend toujours un tout petit peu plus et cela nous amène à élargir le champ de la demande. Ce qui semble quand même nouveau, c'est qu'il y a à la fois de nouvelles demandes et à la fois la rencontre

de nouvelles familles, c'est à dire des familles que l'on n'avait pas l'occasion de croiser auparavant. Des choses ont été dites, qui sont sans doute à vérifier dans d'autres régions, au sujet de ces familles qui sont en dérive et qui atterrissent en milieu rural, avec le mythe (je reprends l'expression d'un collègue de ce matin) de « la petite maison dans la prairie ». C'est le vert, c'est la campagne qui va apaiser, être apaisante, comme d'autres on pu rêver à certains moments de pays de cocagne.

Pour revenir sur la question du partenariat, il me semble que pour arriver à définir le champ d'intervention de chacun et ce que l'on met en commun, il faut savoir de quoi chacun a besoin pour travailler. C'est à dire, dans ce qu'on va échanger, quelles sont les choses indispensables à connaître et quelles sont celles dont on n'a pas forcément besoin dans notre pratique. Il me semble aussi que, dans le domaine du partenariat, il y a du côté des institutions des notions qui ne sont pas suffisamment précisées, pas suffisamment cadrées. C'est à dire que cela donne un peu le sentiment que c'est chaque personne qui se débrouille pour trouver des interlocuteurs et des partenaires avec, à chaque fois, un protocole qui peut se renégocier. Il semble assez indispensable que les agencements qui peuvent s'établir entre professionnels sur telle ou telle situation s'inscrivent dans un cadre partenarial où l'on sait, par exemple, ce qu'est un service AEMO, quelles sont ses règles, ses obligations de fonctionnement, ce qu'est un établissement scolaire, quelles sont ses contraintes, quels sont ses enjeux.

Je ne reviendrai pas longtemps là-dessus mais je l'avais noté : concernant le partenariat, un équilibre est à trouver entre ce qui relève d'une cohésion totale autour d'un discours unique, avec le risque de voir les adolescents tenter de s'échapper d'un cercle qui se referme et, à l'opposé, l'autre borne qui serait la totale incohérence, la confusion, ce qui peuvent amener l'adolescent à lui aussi se disperser, à être dans l'esquive, à ne pas affronter certaines réalités en passant comme cela d'un interlocuteur à d'autre.

Deux mots pour finir, sur ce que qu'il faudra qu'on envisage avant que tout le monde ne se sépare, les suites à donner à ces journées. Vous avez eu tous le fichier des participants, chacun repart avec un carnet d'adresses un peu plus important. Je n'ai pas connu beaucoup d'expériences où, dans la même salle, autour de la même table et se posant des questions très proches, se retrouvent un CPE, un éducateur d'AEMO, quelqu'un qui est éducateur dans un institut de rééducation, quelqu'un qui est animateur dans un centre social, et j'en oublie. Et ces occasions, même si les ateliers ont tous été un peu frustrants, sont aussi des occasions pour comprendre ce que je disais à l'instant par rapport au partenariat, c'est à dire, dans quelle logique, dans quelles contraintes chacun fonctionne ? Arriver à comprendre la logique dans laquelle l'autre fonctionne, je pense que c'est plus facile dans ce type d'espace, qui est un peu un espace neutre parce que le CPE qui discute avec l'éducateur d'AEMO, ce n'est pas forcément celui qu'il va rencontrer dans la semaine autour de telle situation précise.

J'espère que ces deux jours vous ont mis en appétit pour essayer aussi, localement, à partir des fichiers d'adresses et en élargissant ces fichiers d'adresses, de prendre l'initiative de renouveler ce type d'expérience. Tout ce que l'on peut souhaiter, en tout cas en tant qu'organisateur, c'est que ce type d'événement « fasse des petits ».

Dominique Bousquet

« Est ce qu'il y aurait déjà quelques réactions dans la salle ? Est ce que éventuellement nos experts (je ne sais pas si on peut les appeler comme cela) ont déjà des choses à dire ?

Gilbert Berlioz

En contrepoint, quatre entrées qui croiseront, qui ne croiseront pas, peu importe.

Première point, la difficulté à nommer le symptôme dont on parle. Dans l'atelier où j'étais hier après midi sur « Les flottants », on voyait qu'il y a une grosse énergie autour de cette notion d'adolescents en dérive. Ils ne sont pas simplement des adolescents, mais des adolescents « en dérive », ce terme venant qualifier quelque chose d'entre deux mondes, entre deux statuts, entre un point de départ et un point d'arrivée qui n'est pas identifié. C'est comme cela que je comprends la dérive. Mais à l'intérieur c'est vraiment large. Arriver à nommer, à dénommer ces symptômes là est une des difficultés que rencontrent les acteurs. Et c'est d'autant plus difficile par la situation des adolescents d'une part, et par les points de vue institutionnels d'autre part, comme disait Gilles Moncoudiol, c'est que, quand on regarde du point de vue du CPE d'un établissement scolaire ou de celui de l'animateur de quartier, on a tendance à qualifier les problèmes différemment. Je trouve que c'est à la fois riche et à la fois une difficulté méthodologique. Cela vaut la peine de ne pas écarter la difficulté, c'est dans la difficulté qu'il y a la richesse de la notion. Et ce que je sais, c'est que les institutions veulent référencer les symptômes. Est ce que cela relève de ma compétence, ou pas ? A partir du moment où on est sur un symptôme qui n'est pas référencé on est à contre courant du mouvement institutionnel, c'est plus difficile. Donc, là on est bien, à mon avis, dans une pratique de réseau qui est une pratique remontante. On voit bien que sur cette question des adolescents en dérive il n'y a pas de commande politique pour s'occuper de ce champ là, et il y a donc un auto saisissement des acteurs. C'est comme cela que je le comprends, et cela me semble suffisamment intéressant,

Deuxième chose, c'est autour des adolescents flottants comme les bouchons. Je me dis, finalement, on a l'habitude autour de l'adolescence, on a forgé beaucoup d'outils pour travailler autour des crises expressives (l'agression...), et on s'aperçoit qu'on a beaucoup moins d'outils, enfin il m'a semblé, pour travailler autour des crises dépressives. C'est à dire, que là, d'un seul coup, on est renvoyé dans une certaine impuissance. Il me semble qu'il y a deux stratégies d'acteurs, deux stratégies possibles, deux positions possibles, vis à vis de ces crises dépressives. Il y a des acteurs qui pensent que la demande doit précéder la relation, pas de relation sans demande déclencheuse, et ceux qui pensent que c'est la relation qui précède la demande, qui disent qu'il faut être attentif, à l'écoute, et puis finalement un jour où viendra –ou pas- une demande.

Troisième point, autour des familles.

Je trouve que la réflexion est assez laborieuse. J'ai été frappé par beaucoup de remarques qui disaient que finalement on a plusieurs types de parents qui ont du mal à exister ou qui n'assument plus. Car les parents qui ne sont pas là ne le sont pas tous pour les mêmes raisons. Il y a ceux qui ne

peuvent pas, qui sont empêchés parce qu'ils sont malades, parce qu'ils ont trop de problèmes personnels. Il y a ceux qui ne savent pas faire, qui voudraient bien, mais qui ne savent pas comment s'y prendre sur cette question là. Il y a ceux qui ne veulent pas, qui sont dans l'évitement, qui voient bien mais qui préfèrent s'occuper d'autres choses. Et puis, il y a ceux qui n'y pensent pas. Il y a au moins ces quatre types de parents.

Reste la discussion permanente du travail avec la famille. A mes yeux, ce n'est pas travailler avec la famille concrètement. Vous pouvez travailler avec la famille sans jamais la rencontrer. Faire avec sans forcément que les gens soient là. Je suis assez d'accord qu'il faille toujours travailler avec la famille sur le plan symbolique, mais je ne pense pas que cela soit toujours nécessaire sur le plan réel. Ceci pour multiples raisons : parce qu'elle n'est pas là, parce que ce n'est pas souhaitable à ce moment... Et là aussi, il me semble qu'il y a des choses à affiner sur ce que cela signifie de travailler avec une famille, par forcément prendre rendez-vous, débouler dans le cercle familial... Il me semble qu'on peut aller un peu plus loin.

Dernier point, sur les institutions.

Comment les institutions font-elles pour s'adapter à ce type de public ? On voit bien qu'il y a des processus d'adaptation. La question que l'on peut se poser après, est-ce que ce sont des processus d'adaptation des institutions ou est-ce que ce sont des processus d'adaptation des pratiques professionnelles à l'intérieur des institutions ? Ce n'est pas tout à fait la même chose. C'est vrai qu'on voit beaucoup d'adaptation des pratiques professionnelles, ce qui renvoie à pratique personnelle ou institutionnelle. Et la question c'est comment, quand on a des pratiques d'adaptation individuelles, cela remonte sur des mouvements institutionnels ? Cela me semble assez important, parce c'est une question vieille comme les institutions. Comment une institution bouge, est-ce qu'elle est sur sa propre pente, comment tient-elle compte de son objet ? Il me semble que si on veut que la question des adolescents en dérive trouve des résolutions, il faut aussi réfléchir à la façon dont les institutions peuvent s'en saisir.

Enfin, une réflexion intéressante autour du rôle justement de l'adolescent en dérive, et peut être plus généralement, de l'adolescent qui pose problème dans l'institution, avec une double lecture. Soit il est un leader négatif, donc avec cette tentation permanente de l'expulser parce que les institutions fonctionnent de manières successives, c'est à dire, celle qui ne peut pas passer à celle qui devrait pouvoir... Au contraire, à partir d'une lecture systémique, considérer l'adolescent qui pose problème comme un contre pouvoir. Evidemment je suis dans cette lecture là. C'est à dire que toute institution est un pouvoir qui génère automatiquement un contre pouvoir et que c'est une clé de lecture importante. Sûrement, à ce moment là, ce ne seraient plus des adolescents en dérive, ce seraient des adolescents qui ne dériveraient pas autant que cela, mais qui diraient quelque chose du système de manière implicite.

Serge Lesourd

Je vais plutôt du côté des questions parce que j'ai toujours eu un vieux principe analytique, c'est que la réponse est le malheur de la question. C'est à dire, quand on a répondu à une question elle n'existe

plus. Je crois donc qu'il ne faut pas répondre aux questions. Alors je vais essayer de revenir sur deux ou trois choses qui m'ont à moi aussi paru importantes, ou en tout cas que je relèverai de ma place de clinicien, des choses qui ont déjà été dites, mais que je n'entendrais pas tout à fait de la même façon parce que je les entends de ma propre oreille. On n'entend pas de la même façon quand on analyse des politiques institutionnelles ou quand on essaye d'être du côté du sujet.

Revenons sur cette question des parents, qui touche le travail avec les familles. Je trouve que les gamins qui vont mieux, c'est les gamins qui, quand ils rentrent de l'école primaire et que papa, bien évidemment, bien intentionné ou maman demande « *qu'est ce que t'as fait à l'école ?* », répondent « *rien* ». C'est à dire, que ces gamins là vont bien, ils mettent chacun à leur place. Cela il faut qu'on l'entende de manière forte dans la clinique, dans la pratique. C'est à dire qu'à certains moments, il faut qu'on arrive à séparer les choses. Il faut qu'on arrive, justement, à ne pas tout vouloir savoir, à ne pas tout vouloir savoir de ce que fait l'autre, et à ne pas tout vouloir de sa place, quelle qu'elle soit, reconstruire ce qui va mal. Il faut qu'on laisse des zones d'ombre et des zones d'ouverture. Je crois qu'il y a là quelque chose que j'entendais de manière forte dans cette discussion de la part de responsables d'établissements scolaires : « *comment cela se fait il que l'AEMO ne nous prévient pas quand un gamin est suivi ?* » Vous croyez que les parents vous préviennent quand ils vont voir un psy à l'école ? Non, et j'espère bien d'ailleurs. C'est vrai que quand des questions se posent, on est bien surpris qu'il se passe quelque chose à l'extérieur, et on aimerait bien savoir ce qui s'y passe. Et peut être que, justement, la vraie question qui se pose alors, c'est que justement on n'a pas à tout savoir. Hier soir j'étais dans un bistro, j'ai vu sortir un troupeau de jeunes filles de la cave et sous sol du bistro, bon je me suis dit c'est quoi, on a ouvert la porte bétonnée qui servait de cache au Dutroux local, on fêté l'anniversaire d'une copine, bref, je n'ai pas été leur poser la question. Par contre, vous voyez cela m'a fait gamberger. Je crois qu'on est tous pareil. Gambergeons, d'accord, mais laissons les vivre un peu de ce côté là.

L'autre question qui me venait, toujours sur cette question de la famille, c'est le secret évoqué tout à l'heure. Secret partagé, secret consensuel... Là, par contre, c'est la question du secret que l'adolescent nous file entre les pattes. « *Tiens attrape la patate chaude que j'avais à l'intérieur de moi et je te la donne, et puis surtout tu ne le dis pas, parce que de toute façon tu es le meilleur, c'est à toi que je le dis, tu ne vas pas répéter ce que j'ai dit ici à tout le monde quand même* ».

C'est vraiment un piège que nous tendent là les adolescents. C'est vraiment le piège dans lequel ils nous balancent en nous disant « *toi et moi, on est pareil, et je te tiens, je tiens parce que maintenant tu sais que j'avais à l'intérieur de moi et que je devais savoir et que tu devais pas savoir, je te l'ai donné, donc toi et moi on est pareil, maintenant je te paralyse dans tous tes mouvements* ». Quand je travaillais en équipe de prévention, j'avais pris comme habitude parce que je suis un peu sadique avec les adolescents, de leur dire « *tu as un secret à me dire, et bien écoute mon vieux, c'est bien simple, si tu me le dis ce n'est plus un secret, si c'est un secret tu le gardes pour toi. Car tu sais moi je suis bavard comme une vieille pie et je raconterai cela au prochaine réunion d'équipe* ». C'est à dire que quelque part, là encore, c'est la fonction de la parole que je suis en train d'essayer de travailler. Si

on n'a pas besoin de tout se dire, ce qui est dit est dit et on ne peut pas le garder secret. Et cela fait un point d'arrimage dans la dérive. C'est un point important, il me semble.

Une autre question sur ce qui se passe dans les équipes, l'implication personnelle, le travail d'équipe, l'institution, le projet institutionnel... Il y'a quelque chose que je voudrais reprendre, ce qu'on appelle en psychanalyse « l'idéal du moi », c'est à dire un devoir être. Dans une institution, il me semble qu'un projet institutionnel c'est cela, c'est un devoir être, c'est quel est le projet d'avenir que j'ai qui me tire ou qui tire, effectivement l'ensemble de l'équipe. Un projet institutionnel, ce n'est pas un ensemble de règles et d'interdits, mais c'est un ensemble de choix de ce qu'on veut proposer et de ce qu'on veut faire. Alors que très souvent dans les institutions, comme nous d'ailleurs en tant qu'humains, on confond ce devoir être, cet idéal du moi qui nous porte vers l'avenir avec un rêve d'être. C'est vrai qu'on aimerait tous être la bonne institution qui réussit bien, qui est vachement sympa, la meilleure. Je ne dis pas qu'à un certain moment je n'ai pas rêvé d'être Lacan ou Freud, mais la place est prise, ou peut-être Zidane ou d'être khalife à la place du khalife. Cela ça marche bien dans les institutions. Mais ce rêve d'être, c'est tout à fait autre chose, parce que ce rêve d'être chez l'être humain ça s'enracine dans la toute puissance infantile. Le rêve d'être, le « moi idéal » ça nous tire en arrière. Je crois que là, il y a quelque chose de très important qui peut nous servir, non pas, d'une réponse mais d'une balise dans nos actions. Quelque chose de narcissique quand on est du côté de ce moi idéal : *« oh, t'as vu comme je suis meilleur que toi, mais qu'est ce qu'ils sont cons à l'AEMO, alors l'inspectrice de la DASS, je te dis pas, quant au juge, il n'a rien compris à rien, on est vraiment les meilleurs dans cette situation là, mais on ne peut pas c'est de la faute de ces cons »*. Ca ne se dit jamais comme cela, enfin pas dans les réunions de synthèse, à la sortie seulement. Ce moi idéal peut être glorieux, ce que j'appelle le moi idéal solaire, *« on est les meilleurs, on éclaire le monde de nos connaissances »*, il peut être aussi soleil noir, *« on est tous nul, on n'y arrivera jamais, c'est pas la peine, ils nous en veulent tous, malgré notre projet vachement constitué »*, bref c'est l'équipe dépressive, ce qui souvent soude une équipe, ça nous soude ensemble, parce qu'on est ensemble, on participe du même bateau, souffrir ensemble ou prendre du plaisir ensemble. On participe du même bateau, et quelque part on n'est plus dans un projet de devoir être, c'est à dire qu'on ne peut plus porter particulièrement ces adolescents en dérive vers quelque chose, vers une construction dans le futur qui les soutiendraient.

Une dernière chose à dire, cela je crois est très important, François Chobeaux l'a souligné tout à l'heure, c'est que c'est vrai dans les adolescents en dérive, il y a des adolescents avec qui on peut bosser. Et puis il y des adolescents qui dépassent nos capacités. Des adolescents qui sont trop violents, qui sont trop dans le passage à l'acte. En général, la technique qu'on utilise c'est *« ils ne sont pas pour nous »*, donc on les envoie aux autres, avec au bout du compte certaines institutions qui se disent *« oh oui, on est les poubelles, nous on nous envoie de toute façon les pires »*. Avec cette idée que de toute façon ce qu'on va faire n'est jamais approprié. On est vraiment ici dans quelque chose qui pose une vraie question, parce que face à ces adolescents en grande dérive, en grande galère, je ne connais pas une institution capable de faire face toute seule, je ne connais pas une institution qui puisse tenir seule.

Intervention de la salle

Je voudrais que Monsieur Lesourd réagisse à la remarque de François Chobeaux sur « *il faut leur laisser des endroits différents* », puisqu'il nous avait dit qu'à un moment donné, notre travail pouvait être de recentrer justement, quand un enfant est chiant quelque part et agréable là, essayer de voir comment on pouvait recentrer. Hors, vous avez dit qu'il fallait qu'ils aient ces deux temps.

François Chobeaux

Sur une opposition sur une ligne de tension, d'un côté tout doit être transparent, coordonné, organisé, parfait, idéal, « *Big brother is watching you* », et le gamin là dedans, évidemment il pète les plombs. A l'autre bout, c'est l'incohérence la plus totale, chacun tire à hue et à dia, et évidemment le gamin pète aussi les plombs. Moi je plaide pour des espaces d'autonomie pour les adolescents, où ils puissent trouver de la souplesse. A quel niveau faut-il mettre le curseur entre moins l'infini et plus l'infini ? C'est selon chacun et selon l'heure du jour et de la nuit.

Serge Lesourd

Je vais encore complexifier les choses. Je crois que pour que ces espaces d'autonomie fonctionnent il faut qu'il y ait d'une certaine façon un pilote. Et le pilote, ce n'est pas obligatoirement celui qui sait tout, ni celui qui fait tout. Son rôle est, à un certain moment, de relancer la balle, justement à ceux qui vont faire, les jeunes. C'est vrai, c'est bien compliqué parfois de ne pas être le pilote.

Je vais reprendre le terme d'unité de l'enfant, parce que si il y a quelqu'un qui peut faire l'unité de l'enfant, il n'y a qu'une personne qui peut le faire, c'est lui.

Vous avez beau essayer de travailler, si vous êtes avec un gamin qui est complètement éclaté et complètement psychotique, l'unité ne viendra pas comme cela. Attention, l'unité d'une prise en charge, ce qui nous guide, ce qui permet de régler le curseur, c'est effectivement ce que va présenter le gamin, et n'y a que le gamin qui peut vous le dire. C'est à dire, que si vous allez trop d'un côté, vous avez le curseur trop d'un côté, il va péter les plombs et il va falloir revenir d'un certain côté. C'est le gamin qui a l'unité de tout cela, c'est le seul qui peut la faire.

François Chobeaux

A propos d'enfant ou d'adolescent d'une normalité tout à fait banale qu'on peut connaître en établissement scolaire, en centre de loisirs, en animation de quartier, en maison de jeunes, je pense à une pratique qui a beaucoup circulé qui s'appelait « centres de loisirs associés à l'école », belle idée pouvant tendre vers une pratique totalitaire. Belle idée, parce qu'il s'agissait d'avoir une interaction permanente entre les instituteurs et les animateurs ; mais terriblement à risques selon moi, parce que les gamins risquaient d'y être coincés, comme attrapés au filet. Ça amené des situations où on ne savait plus trop si c'était l'école ou pas l'école, si c'était le loisir appliqué à l'école ou pas... Si ce qu'il avait dans la journée arrivait directement aux oreilles des animateurs dès la fin de l'après midi, il n'y avait pas d'étanchéité sur des petites choses qui auraient pu permettre de passer à autre chose. Au nom d'un idéal, d'une cohérence éducative locale, on arrivait à un contrôle inutile et dangereux.

Ceci étant, la communication, le partenariat, l'échange sont évidemment utiles. Mais n'oublions pas l'intérêt des enfants et des adolescents.

Intervention de la salle

Pour moi vos positions ne sont pas du tout antinomiques, mais il me semble qu'on mélange un peu les choses, c'est à dire qu'on croit, parce qu'il y a une prise en charge plurielle de l'enfant, qu'il y a un flicage à tous les étages de cet enfant là. Ce n'est pas ça du tout selon moi. Selon moi, c'est offrir, justement, des espaces différenciés à des enfants qui sont d'abord éclatés et qui ont un mode de vie éclaté, et aussi à des institutions qui ne peuvent pas faire seules. On peut très bien avoir des prises en charge multiples, sans pour autant tout se dire, au contraire. Par contre, ce qui est important, c'est de garder un fil rouge, un fil d'Ariane, quelqu'un, une institution qui va être garant de la prise en charge de l'enfant, et le suivre, et surtout ne pas le larguer, surtout ne pas faire la patate chaude. Pour moi vous dites la même chose. On est bien d'accord, il ne s'agit pas de faire un truc totalitaire, au contraire.

Serge Lesourd

C'est quand même le risque majeur de ce type de prises en charge multiples, d'autant plus quand il va s'agir de savoir entre les institutions qui va assurer le suivi. Et c'est bien là où commence en général la question des conflits et des violences entre les institutions. Il faut faire très attention à cela, parce que ce travail là nécessite obligatoirement, pour ceux qui travaillent en réseau, d'accepter de perdre toute une partie de la direction du travail ou de l'orientation. C'est une épreuve de castration au sens psychologique du terme, c'est ce qu'on a quand même le plus de mal à admettre, de ne pas tout pouvoir, c'est un opération qui fait mal. Surtout que je suis tellement meilleur que celui d'à coté...

Gilbert Berlioz

Ce qu'on évoque là concerne une partie des publics auxquels on est très sensibilisés, mais n'oublions pas ces jeunes qui ne demandent rien. Dans la notion « en dérive » il y a ce processus lent de décrochage à bas bruit qui fait qu'un certain nombre de jeunes dériveront quand même, même avec des prises en charge de 24h/24 et sur toute l'année. Ils se désamorcent de l'intérieur. Et ce qui est difficile c'est de ne pas en rajouter, un sur-psy derrière le premier psy, ou un sur-éducateur derrière un éducateur. Il ne s'agit pas d'être dans l'ordre de la multiplication. Mais de chercher à comprendre ce phénomène, ce processus de décrochage lent. Quand on commence à s'en rendre compte, cela fait un moment que l'enzyme est actif. Une dérive ce n'est pas un événement que l'on constate, alors que l'événement a déjà commencé depuis un moment.

D'autre part, une autre chose s'accroche à cela avec cette question des espaces d'autonomie. Il me semble qu'on a un problème aujourd'hui d'enfants qui ont des espaces d'autonomie qui sont trop grands, où l'autonomie est l'antichambre du désintérêt. Les parents n'ont alors aucune idée de ce que vivent leurs enfants. Et ce n'est pas faute de s'occuper d'eux, faute que beaucoup de personnes s'occupent d'eux. Qu'est ce qui se joue, alors que justement il y a du monde autour, et pour autant on

n'a aucune idée de ce que vivent ces ados et on est tout à fait surpris de rencontrer parfois des pratiques innocentes, parfois des pratiques barbares. C'est une problématique qui m'intéresse beaucoup, car qu'on y rentre par la fenêtre sécurité ou par la fenêtre prise en charge psy, on constate aujourd'hui ce phénomène sur une partie de la jeunesse. Finalement, on développe des modes de socialisation dans une bulle et le monde alentour est complètement surpris au bout d'un moment de la constater. Et bien entendu ce ne sont pas les projets éducatifs locaux qui répondront à cela.

Serge Lesourd

Je vais simplement reprendre un mot qu'il faut bannir du vocabulaire éducatif. C'est le premier de ma liste, j'en ai trois. C'est le mot autonomie. L'autonomie, c'est sans doute, au sens le plus fort du terme, le plus autonome psychiquement, c'est celui qui est privé de lien, c'est celui qu'on appelle l'aliéné et constitue complètement son monde à lui autonome, c'est à dire, selon sa propre loi. L'autonomie c'est la pire des choses, parce qu'effectivement, ce qui nous permet de vivre un lien social, c'est justement d'être aliéné, d'être coincé par un certain nombre, donc pas autonomie, mais nommé par des autres, mis dans des cases par des autres pour pouvoir fonctionner. C'est extrêmement important. C'est vrai que le terme autonomie est employé dans un certain sens, mais c'est un terme qui pour moi, devrait être banni du vocabulaire éducatif. Il n'y a pas d'autonomie, il y a une acceptation d'un espace de liberté à l'intérieur de contraintes. Ce qui n'est pas du tout la même chose. Comment peut-on faire des conneries comme on en a fait quand on était mômes, partir à Katmandou, en Hollande ou ailleurs, et en revenir ? C'est qu'on était tout à fait structurés de façon à passer au travers des dangers. C'est dire que quelque part, c'est l'intériorisation de cette règle, l'intériorisation des interdits qui faisait qu'effectivement quelque chose pouvait fonctionner. Il y a quelque chose de tout à fait fondamental sans doute à travailler, qui est l'antinomie de l'autonomie. C'est le premier mot que je raye, il y en a encore deux d'ici la fin du débat.

Gilles Moncoudiol

Serge, quand tu évoquais le père ou la mère qui demandent au gamin « *qu'est ce que t'as fait à l'école ?* » et que le gamin répond « *rien* », surtout, que le père ou la mère n'arrêtent pas de lui poser cette question !

François Chobeaux

Ni qu'ils se plaignent tout de suite à l'inspecteur d'académie en disant « *comment, mon enfant ne fait rien à l'école !* »

Quand Serge Lesourd dit « *acceptez de ne pas être dans la toute puissance, acceptez de ne pas tout savoir, de ne pas tout gouverner, de ne pas diriger à propos de l'intervention éducative* », je pense à l'expérience du réseau Jeunes en errance. Jusque dans les années 95, on était à peu près la seule équipe au travail sur cette question là, et comme on tournait beaucoup dans les festivals de pâques à l'automne, on n'a pas fait exprès mais on a inventé un travail social itinérant. Les mêmes intervenants se retrouvent avec les mêmes zonards, 3, 4, 5, 6, 7 fois en six mois. Et on s'est aperçus que certains qu'on ne voyait que de temps en temps, ou qu'on ne revoyait que l'année d'après, avaient continué à

avancer ou à se transformer. Et puis il en a certains qu'on n'a plus du tout vus. C'était très frustrant, parce qu'on trouve qu'on avait commencé un bon boulot, de festival en festival. Puis certains sont allés trouver des collègues qui travaillaient dans les structures ouvertes de façon pérenne à partir de 1997, 1998. Il y a encore eu des espoirs, des réussites, des échecs et des ruptures. Les mêmes jeunes sont partis de chez ces collègues là pour aller à l'autre bout de la France où ils ont rencontré encore d'autres collègues. Et d'un seul coup on s'est rendu compte qu'il fallait être très modestes, que cela nous faisait beaucoup de bien à l'ego d'accepter qu'on ne verrait pas le bout de ce que l'on faisait, et même temps de faire un pari phénoménal sur nos collègues qu'on ne connaissait pas tous mais qui étaient au travail, en se disant « *ils continueront le boulot* ».

Accepter de ne pas toujours voir le bout de ce que l'on fait est essentiel, alors que dans le travail social on est tellement enfermé dans « *c'est mon usager et mon projet pour lui, et t'y touches pas, parce que c'est mon usager à moi* ». L'expérience de la recherche Jeunes en errance montre qu'il est possible que ce soit l'usager qui définisse avec qui il va aller travailler, quand et comment. Ce n'est pas moi qui pose les rendez-vous, c'est lui. Et si je ne le vois pas, cela ne veut pas dire que j'ai raté ce que je faisais.

Gilles Moncoudiol

On avait aussi noté, il y a quelques années, que cette perspective là constituait pour certains professionnels une résistance à aller vers ces publics. C'est à dire que si je ne dois travailler que dans l'éphémère ou dans quelque chose dont je ne maîtrise pas le début et la fin, finalement, le travail éducatif n'aurait pas de sens ou ne serait pas possible. Et on a vu, effectivement, la résistance que certains avaient, non pas parce qu'ils étaient plus mauvais que les autres mais c'est parce qu'on peut se trouver enfermé dans des logiques ou dans des systèmes de pensées qui nous paraissent si évidents qu'on a du mal à concevoir autre chose. Le débat était fort, dans les réseaux de la prévention spécialisée, entre ceux qui travaillaient sur des sites où les populations bougent peu, et ceux qui travaillaient sur des endroits où ça bouge.

Dominique Bousquet

Cela me fait penser à un témoignage d'une assistance sociale de secteur, qui voyait un adulte de 35-40 ans, et qui connaissait un peu son parcours de vie. Il avait eu dans son parcours un long suivi institutionnel, un placement, une relation avec une équipe de prévention... Cette collègue disait que vu son parcours personnel et surtout vu son histoire, elle trouvait que finalement, elle avait en face d'elle quelqu'un qui avançait bien dans la vie. Ce qui veut dire peut être qu'à un moment, nous, au niveau institutionnel, on a peut être l'impression d'être dans le ratage, ou d'être sans effet dans un temps court, et finalement on ne peut pas percevoir comment la personne aussi va avancer.

Il y'avait aussi toute la question du temps, cette notion de temps. Tout le monde avait envie de dire que le temps était absolument nécessaire, mais le problème c'est que le temps n'était pas le même pour le jeune, pour les parents, pour les institutions. Et je dirais même dans les institutions, le temps n'est pas le même pour, par exemple, un éducateur de prévention qui lui a la chance de pouvoir travailler dans le temps et dans la durée que pour l'école où on ne passe qu'un temps déterminé, le

foyer c'est aussi un temps déterminé, l'AEMO est aussi limitée dans le temps, et dans certains cas il y a aussi les institutions qui ont des injonctions à faire, et à aboutir à un résultat. Cette question de temps ça interpelle beaucoup. On sent que le jeune a besoin de temps, et il faut prendre du temps avec lui et en même temps, il a des moments où on a pas le temps parce qu'il faut aller vite.

Gilbert Berlioz

C'est une question permanente quand on fait de l'évaluation. On fait une évaluation forcément à un instant t , on va porter un jugement, vous revenez 6 mois après, 3 mois après sur une trajectoire, ça a changé. Cela, c'est vrai que c'est une question inévitable, il n'y a pas de parcours qui n'intègre pas une question de chronologie. Alors, à quoi juge-t-on qu'une prise en charge est réussie ? Est ce que c'est à la fin de cette prise en charge, ou est ce seulement quand cet enfant sera lui même adulte qu'on jugera ? Je ne crois pas qu'il faille non plus dire « *on jugera dans 20 ans si ce que j'ai fait aujourd'hui est positif* », il faut aussi pouvoir porter un jugement dans l'ici et maintenant, cela veut dire que ça demande d'être vraiment rigoureux.

Quelque chose qui me gêne aussi toujours, c'est qu'on voit bien qu'on arrive à définir des espèces de fondamentaux dans la prise en charge, et puis ce n'est pas comme cela que ça marche. Dans les institutions, ce dont nous échangeons là, accepter que d'autres travaillent, les institutions, elles, définissent leurs compétences et ce qui ne relève pas d'elles. Donc cela fonctionne exactement à l'inverse. Et là on voit bien qu'on a une zone de frottement. Alors, il y a deux choses, soit on l'élimine en se disant « *saleté d'institution* », soit on dit non, les institutions ça fait aussi partie du jeu. Donc comment on travaille avec elles telles qu'elles fonctionnent, pour arriver quand même à que cela se passe. A mon avis, l'un des dangers dans la réflexion ce serait d'éliminer tous les problèmes qui nous gênent, là c'est la prédominance institutionnelle. Une institution définit toujours un territoire, des publics, une chronologie, et il me semble que la réflexion des praticiens doit aussi intégrer ces logiques institutionnelles. Parce que vous n'existez pas en apesanteur. Il y a des institutions qui vous instituent pour le coup. Et donc, on ne peut pas après quand cela nous dérange les balancer par dessus de l'épaule en disant « *on n'existe plus* ». Il y a aussi une dialectique avec les institutions autour de cela. Je trouve que c'est très important, car en tant que consultant j'ai souvent une vision sur des situations problématiques où on voit plutôt des choses qui ne vont pas bien, mais effectivement il faut accepter que d'autres institutions travaillent. Je vois même à l'intérieur des équipes des circulations qui ne marchent pas, des équipes où chacun a son portefeuille clients.

Il ne s'agit pas là de dysfonctionnements, c'est fonctionnel, c'est toujours comme cela, on est toujours pris la main dans le sac et c'est un travail en permanence à faire de réactualiser, de réajuster, de faire du réglage. Je pense qu'une particularité de ces publics en dérive c'est d'être actifs sur la question, ils n'amènent pas tous le monde à la faute, mais ils accélèrent tous ces processus de dysfonctionnement.

François Chobeaux

C'est vrai qu'ils sont souvent accusés de mettre la baraque sur le toit. Cela me fait penser à ce qui est parfois dit en psychiatrie de psychotiques qui ne vont pas bien et qu'on soupçonne alors d'être un peu

pervers « *ils font exprès de mettre le bordel* ». En fait il ne font pas du tout exprès de mettre le bordel, mais ils sont tellement mal que quand cela dysfonctionne ils pètent les plombs.

Intervention de la salle

Pour certains jeunes qui font les cons, qui pètent les plombs, on pourrait peut être en parler dans des lieux, institutions particulières, ou hors institution pour les aider avant, qu'effectivement, ils pètent tout. Prenez par exemple les enquêtes d'absentéisme dans l'Education Nationale. Faire en juin une enquête d'absentéisme sur une gamine qui a près d'un an d'absence, cela me surprend toujours. Alors je ne dis pas que l'institution, il faut la casser, elle est trop bien, je dis qu'on peut, peut être, l'aménager et ne pas en arriver à des gamins qui vont balancer des trucs sur les professeurs parce que le problème existe avant. Alors travaillons peut être autrement, et changeons aussi les habitudes, et la façon de regarder les jeunes.

Gilbert Berlioz

Je suis entièrement d'accord avec vous. Mais vous remarquerez, lorsque vous parlez de l'absentéisme, en terme de hiérarchie, pardon de symptôme, aujourd'hui, un jeune qui dit à professeur « vas te faire... », ça aboutit directement en conseil de discipline, voire en cellule de veille. Alors qu'un jeune qui est absent pendant un mois, on estime de fait que c'est moins grave. Je suis frappé de voir cela. Aujourd'hui, j'observe cela dans la France entière, on se mobilise sur le jeune qui va jeter son cahier à la tête du professeur en disant « *j'en ai marre !* », gros problème, gravissime, perte de règles de repères... tout le bastringue se met en marche. Mais un même qui se déscolarise à bas bruit, qui se fait oublier, alors lui, à la fin de l'année, on dit bien tient on ne l'a pas vu faudrait faire une enquête...

Intervention de la salle

Je ne suis absolument pas d'accord. Quand on informe le juge pour enfant au bout d'une semaine d'absence, il a d'autres priorités. Non, il ne faut pas non plus tout mélanger. L'absentéisme, on le prend en compte, sauf qu'on a des réactions comme cela. Moi quand le juge pour enfant me dit « *oui, mais allez, ce n'est pas grave. Oui c'est vrai, mais je n'ai pas de solution, et puis il y a des problèmes tellement plus graves...* », je fais quoi ?

Gilbert Berlioz

Je ne parlais pas de vous. Mais soyez certaine, croyez moi, qu'un juge pour enfant va réagir beaucoup plus rapidement au fait que le jeune aura jeté le cahier à la figure du professeur plutôt que si vous lui signalez qu'il est absent depuis un mois.

Intervention de la salle. Christian Liotard.

Deux trois mots sur l'atelier « j'ai mal à l'âme ». Peut être un mot sur les limites que je ressens maintenant, des limites aux échanges qu'on a eus. Une me vient, on a beaucoup parlé d'approche, de contact, et puis d'écoute. On était tous, qui qu'on soit, des supers écoutants. C'est intéressant, mais

finalement, au bout du compte, je me dis, tient, on a dû oublier en chemin d'autres façons d'intervenir, être, être avec, faire avec. On a été peu loquaces là dessus.

Une autre limite : on a parlé d'âme à propos des adolescents. Ils ont mal à l'âme. Mais on n'a pas dit un mot sur où l'âme, qu'est ce que c'est, c'est un drôle de mot comme même, ce n'est pas rien ce mot là. On aurait peut être eu besoin de faire un peu de philosophie, le détour n'aurait pas été inutile.

François Chobeaux

Merci à Christian Liotard d'interpeller sur quel « faire avec », quel « être avec » les ados. J'ai entendu des choses qui vont dans ce sens : un éducateur de rue qui emmène 2,3 « minos » se faire des bananes au chocolat sur un feu de bois, j'ai entendu parler de sortie à bicyclette, des trucs bien ringards, pas modernes pour deux sous, mais qui ont l'air de continuer à marcher pas mal. Et j'aime bien quand j'entends des éducateurs de prévention qui montrent qu'ils savent qu'on peut aller faire des choses ensemble, qu'on peut partager de l'expression, de l'aventure, de la découverte le week-end, des vacances et des bananes au chocolat.

Gilles Moncoudiol

Oui, pour rebondir sur ce que tu dis, je ne sais pas si c'est qu'on ne sait pas faire, ou si c'est que l'on n'en parle pas, parce qu'il y a une manière noble, haute, intellectuelle d'aborder le sujet. On travaille sur le sens, et ce qui est la technologie de nos métiers, les pratiques concrètes qu'on met en eux, cela fait un peu intendance, cela se fait dans les soutes et à la limite chacun se débrouille avec cela. Je pense que dans nos métiers, on a un déficit de construction partagée de ce registre. Et par contre, un surinvestissement d'un travail sur la haute réflexion.

Serge Lesourd

J'aime bien ce que vous venez de dire tous les deux, parce que cela fait vraiment rebond par rapport à ce que je voulais reprendre sur la question du temps et de l'écoute, du temps pour comprendre. Parce que le temps c'est un phénomène complexe.

Il y a d'abord l'instant de la rencontre, l'instant du « *tiens c'est lui, c'est elle, c'est moi...* ». Ce premier temps n'est souvent pas le temps le plus facile, d'ailleurs. Comment on va rencontrer, par exemple, un groupe d'adolescent qui traînent dans la rue, pour la prévention ? C'est l'instant de voir. C'est un temps très solitaire.

Et ensuite il y a un temps qui est plus long, un temps de la construction. Mais construction à deux, le temps pour comprendre, où effectivement des choses se pensent, s'élaborent, on voit, on va faire... Et puis, il faut que ce temps là s'arrête sur un moment pour conclure. Conclure, cela ne veut pas dire que la prise en charge est finie. Conclure, cela veut dire qu'on va aller se faire des bananes au chocolat. Ce moment de conclure se construit comme un acte, je dirais quasiment interprétatif de ce qui c'est passé à deux, et puis cela recommence. Il y a de nouveau un instant de voir, qu'est ce que ça a fait, puis de nouveau un temps pour comprendre, et puis de nouveau un moment pour conclure. Et on a souvent tendance à envisager les prises en charge en se disant qu'on n'a pas le temps, et en

particulier qu'on n'a pas le temps de la fin. Alors que le temps de fin, de toute façon, ce sera celui là, c'est à dire quand ils vont mourir, nous aussi d'ailleurs.

C'est à dire que dans une prise en charge, ce qui est important à entendre, c'est que ce n'est pas la fin de la prise en charge qu'on vise, cette fin va venir à un moment ou à un autre d'elle-même. Soit parce qu'ils se sont barrés avec une autre équipe tellement plus compétente que nous, soit parce qu'effectivement ils vont mieux, soit parce qu'ils ont décidé de ne plus venir nous voir, soit parce qu'effectivement vous même vous avez quitté l'institution (vous êtes barrés, vous avez changé de poste, vous avez pris votre retraite), c'est une façon de faire la fin d'une prise en charge. C'est à dire qu'il y a quelque chose qui va s'arrêter, mais que tout le travail effectivement du temps, c'est quels sont les petits moments pour conclure que je vais trouver au milieu et qui vont faire que les choses changent. C'est peut être de fractionner le temps en petit bout de temps plutôt que de l'allonger.

Dominique Bousquet

J'ai envie de vous posez une dernière question. Quel est le deuxième mot que vous vouliez bannir ?

Serge Lesourd

Le mot « projet », à rayer de la liste du travail de l'action éducative. Pourquoi pas de projet ? Parce que quand on construit un projet et qu'on demande à un jeune de construire un projet, on lui demande un impossible. Parce que, comme je vous le disais tout à l'heure, si demain « *on va faire un truc, on a un plan génial, on va au Burkina Faso s'occuper de je ne sais pas qui, j'aime pas l'Afrique, moi non plus* », peut être qu'on partira là bas. Mais ce ne sera pas un projet, ce sera un moment de conclure une certaine action et on sera partis, on y sera. C'est à dire que le projet, les projets, aucun d'entre nous n'est capable de les dire. Mes projets, je sais que là je vais aller aux toilettes, boire une bière, prendre mon avion, correspondance Strasbourg, et je vais aller dormir chez moi, voilà ça c'est mes projets. Vous en avez beaucoup d'autres vous ? Même si on a de temps en temps des projets particuliers.

Mais un projet pour un ado ? Arrêtons de demander à des jeunes de nous dire ce qu'ils vont faire dans six mois ou dans un an. C'est complètement aberrant.

Quant au troisième mot, on en parlera une prochaine fois.

CONCLUSION, SYNTHÈSE, PERSPECTIVES

(Décembre 2004)

François Chobeaux

Gilles Moncoudiol

Plus de 150 participants à ces journées d'Aurillac. Et comme en témoigne la liste des présents, une grande diversité de métiers : travailleurs sociaux, éducateurs, animateurs, personnels de l'Education Nationale, professionnels de la santé et des dispositifs d'insertion...

A l'issue de ces rencontres, quelles conclusions tirer ?

En tout premier lieu, que les observations et constats établis dans des circonstances particulières – présences dans des rassemblements musicaux, interventions de prévention spécialisée en centres villes et dans des petites communes – ont été suffisamment « en résonance » avec les préoccupations d'autres professionnels pour que ceux-ci se mobilisent et participent nombreux aux travaux.

Que nous ont appris ces journées ou que confirment elles des hypothèses émises dans la plate forme d'appel CEMEA-UNASEA qui ouvre ces Actes ?

Que nous assistons à une diversification des situations de risques, celles ci ne se limitant pas à certains groupes sociaux, ni à certains espaces « sensibles ».

Qu'entre deux catégories de jeunes aujourd'hui bien identifiées⁴ - les « jeunes des cités » et les « jeunes en errance » - émerge une troisième catégorie aux contours flous : celle des adolescents en dérive.

Une notion difficile à définir mais qui pourrait se caractériser par l'image d'une trajectoire aléatoire entre un point de départ peu solide - une famille en recherche d'elle-même, une scolarité pas très réussie, pas très investie - et un point d'arrivée incertain : quel va être mon futur ? mon emploi ? mon mode de vie ? ma vie affective, familiale et sociale ?

Mais les errements, les dérives adolescentes sont aussi le reflet du flottement des repères proposés par les adultes, induits par les confusions de place, comme s'est employé à le mettre en évidence Serge Lesourd.

Les problèmes, les questions abordées à Aurillac recouvrent des situations qui vont du simple vague à l'âme, du mal-être existentiel, à des dépressions profondes associées à des troubles identitaires et psychiques, avec un curseur qui se déplace sur des niveaux de difficultés et de symptômes d'intensité et de gravité variables, tout le long de l'échelle sociale sans épargner aucun milieu.

Il ne s'agit pas d'appeler au feu face à un sinistre qui menacerait toute une génération d'adolescents. La difficulté à dessiner des contours précis ne signifie pas que nous soyons face à des risques de contamination généralisée. Dramatiser la phase adolescente et ses expériences n'est pas notre

⁴ Du moins à travers les pratiques professionnelles et les politiques publiques qui les concernent

propos, et prévenir les risques n'implique pas la mise en place d'un cordon social et sanitaire autour de chaque adolescent. Ce serait illusoire et la grande majorité d'entre eux s'en sortent très bien sans le recours à des aides particulières. Pour autant, tous se cherchent et ces explorations comportent des risques, risques d'autant plus importants que tous ne disposent pas des mêmes atouts et que certains ont à surmonter des obstacles, des lésions importantes.

Il a été peu question à Aurillac de violence, de délinquance ou de misère sociale.

S'agit-il pour autant de préoccupations ne concernant que les jeunes de milieux aisés ou de classes moyennes ? Pas exclusivement, mais la situation des jeunes de milieux défavorisés n'a peut-être pas été abordée selon les modes d'entrée habituels. Les passages à l'acte délinquants et violents, les démonstrations et transgressions qui s'affichent sur l'espace public ont en effet plus souvent laissé la place à l'évocation de souffrances plus sourdes, moins dérangeantes pour la tranquillité publique mais tout aussi inquiétantes pour les proches : les dépressions, les « désamorçages de l'intérieur » suivant l'expression d'un intervenant.

Ces journées ont ouvert un champ très vaste, trop vaste pour qu'il soit possible de construire un nouveau problème social, délimiter une nouvelle catégorie de symptômes ou de publics en difficulté, préconiser la mise en place de dispositifs et d'actions spécifiques comme cela a pu être fait précédemment avec « les toxicomanes », « les jeunes sans emploi et sans qualification », « les jeunes en errance », « les jeunes délinquants multirécidivistes » ...

La question des adolescents « qui vont mal » ne concerne pas que les professionnels spécialisés travaillant dans les structures ad hoc, elle interpelle tous ceux qui, pour de multiples raisons, ont l'occasion d'être leur interlocuteur.

Nous n'appellerons donc pas à une intervention des pouvoirs publics pour légiférer sur la question, produire quelques circulaires créant un nouveau réseau de centres préventifs et un corps de préventologues spécialisés dans le mal-être et les dérives adolescentes.

Pas de spécialistes auxquels renvoyer le problème et sur lesquels se défaire d'une interpellation qui nous est à tous adressée. Lorsqu'il s'agit d'attention portée, d'écoute, de dialogue, la compétence se définit d'abord par le fait d'être là au bon moment et au bon endroit. C'est à dire, ne pas laisser passer l'occasion d'une rencontre, d'un appui sous le prétexte que plus tard, ailleurs, un expert dont on estime que c'est le travail pourra se saisir du problème et le traiter.

Ces journées ont été l'occasion d'exprimer les difficultés et limites auxquelles chacun se heurtait, réduisant à néant l'utopie d'une solution détenue par un seul acteur et mettant en évidence la nécessité d'un partenariat et d'un décloisonnement des pratiques. Si personne ne dispose de la solution dans son intégralité, chacun en détient une partie.

Un partenariat qui ouvre une troisième voie entre le sentiment d'impuissance - avec la tentation de renvoyer à d'autres le traitement d'une question sur laquelle on s'estime incompetent ou impuissant - et le sentiment de toute puissance où l'on estime être les seuls à avoir compris, à savoir s'y prendre. Avec la volonté de tout maîtriser et de ne concevoir le partenariat que comme soutien à sa propre ligne de conduite, en refusant toute critique sur celle-ci ou toute proposition alternative.

Un travail de partenariat en réseau peut constituer un filet protecteur autour des dérives adolescentes, il peut aussi apparaître comme un maillage étouffant auquel l'adolescent va chercher à échapper.

A Aurillac, il a été surtout question de réponses individualisées. Pourtant, l'importance, l'influence des groupes de pairs sur le mode de vie, les choix et les orientations individuelles invitent aussi à une approche collective de l'adolescence. Travailler sur des collectifs ne relève pas exclusivement d'un travail d'animation ou d'enseignement ; les éducateurs, les soignants et les travailleurs sociaux ne peuvent se limiter à une approche individualisée des problèmes.

Une approche collective qui doit aussi pouvoir s'effectuer dans les contextes où se développent des pans importants de la vie sociale des adolescents : espaces publics, bars, rassemblements festifs, lieux de diffusion musicale.

Vis à vis de certains adolescents « mal dans leur peau » mais qui pour autant ne sont pas en mesure de transformer ce malaise en demande explicite et franchir la porte d'un lieu d'accueil, il est indispensable d'aller à leur rencontre sur leur propre terrain, c'est à dire sur les lieux qu'ils fréquentent de manière spontanée.

La reconnaissance et le respect d'espaces d'autonomie pour les jeunes ne peuvent justifier, comme on l'observe dans certaines organisations familiales, un repli de chacun sur sa sphère. Une conception de l'autonomie qui, comme le souligne Gilbert Berlioz, serait « l'antichambre du désintérêt ».

Les échanges ont été riches d'expériences partagées, différents acteurs ont pu expliquer à d'autres la manière dont ils travaillaient, témoigner des difficultés rencontrées et, en retour, puiser des idées, des pistes de réflexion pour l'action. Par contre, aucune recette, aucune préconisation, aucune indication sur comment faire, sur quelle action mettre en place n'ont été produites.

Manque de temps ? Les ateliers ont en effet été frustrants, insatisfaisants par le fait d'amorcer des débats sans les mener à terme, d'évoquer des actions que l'on aurait souhaité voir plus longuement développées.

Défaut de rigueur et de méthode ? Sans doute aussi. Certains échanges ont donné le sentiment de « partir dans tous les sens » de dériver par rapport au sujet de départ, de n'être pas suffisamment « cadrés » sur un objectif de production. La réflexion qui chemine, la pensée en mouvement et le partage d'idées n'empruntent pas toujours des voies claires et logiques. C'est ainsi.

Toutes ces critiques sont sans aucun doute justifiées, mais pouvait-il en être autrement ?

Au-delà des quelques principes énoncés précédemment, il n'y a pas de méthodes-type à préconiser. Elles sont fonction de la place occupée : le mode d'intervention d'un enseignant ne sera pas celui d'un animateur. Elles sont aussi fonction des jeunes concernés : les mêmes méthodes ne pourront pas être employées indifféremment suivant que l'on s'adresse à des jeunes de milieux sociaux précarisés ou de classes moyennes, à des lycéens ou à des adolescents en rupture scolaire, à des jeunes consommateurs ponctuels ou à des toxicomanes dépendants

Il appartient maintenant aux différents professionnels d'aller plus loin dans leurs champs respectifs, de trouver des réponses adaptées à chaque situation.

Des dynamiques régionales sont à initier : plus de la moitié des participants venait d'Auvergne, et nombreux ont été les contacts avec des professionnels d'autres régions qui n'ont pas eu les moyens et le temps de se déplacer à Aurillac.

Pour notre part, CEMEA et UNASEA, nous n'avons nullement l'intention d'en rester là. Au sein de nos réseaux respectifs, des groupes de travail sont en place. Les objectifs 2005 et 2006 vont tendre à les renforcer et les relayer par des regroupements régionaux ou plus sectorisés, avec la perspective, à terme, d'une nouvelle rencontre nationale.

A suivre ...

Nbr	Nom_Prénom	Organisme	Adresse_1	Adresse_2	CP	Ville
1	ALBARET Jean-Philippe		118 rue Chateaubriand		63000	CLERMONT FERRAND
2	ANDRIEU Jean-Pierre	ACCENT JEUNES	Passage de la Barbentelle		15000	AURILLAC
3	ARRAMON Evelyne	APS Pays de Gave	2 rue Louis Barthou		64151	MOUREINX
4	AUZOLLE Marie Antoinette	MECS CHANTECLAIR	17 rue Arsène Vermeuzouze		15000	AURILLAC
5	AYME Véronique		Oricères		15260	NEUVEGLISE
6	BAC Chrystèle	Lycée Jean Monet - Jean Mermoz	10 rue du Docteur Chibret		15000	AURILLAC
7	BAERISWYL Sylvie	ADSEA Cantal	CAR Limagne	Rue de Limagne	15000	AURILLAC
8	BAILLY Claire	ACCENT JEUNES	Passage de la Barbentelle		15000	AURILLAC
9	BAMBA Tamyl	Association Biterroise Prévention	3 rue de l'Ancienne	Porte Neuve	11100	NARBONNE
10	BELZ Danièle	Conseil Général	Direction des services sanitaires et sociaux	28 Avenue Gambetta	15015	AURILLAC Cedex
11	BERBON Sonia	ANEF	91 avenue de la République	BP 426	15004	AURILLAC Cedex
12	BERLIOZ Gilbert	Cabinet Dubouchet et Berlioz consultants	Place Baret		13790	CHATEAUNEUF LE ROUGE
13	BESSIERE Philippe	Centre Educatif Renforcé " Les Cabanes "			15600	QUEZAC
14	BIODJEKIAN Myriam	MIM	89 rue Roberval		26000	VALENCE
15	BLACHE Claudine	Prévention spécialisée SEAD	Espace du Parc	Rue Mozart	26000	VALENCE
16	BLANDINA Nathalie	Association RESEDA	Maison de santé	9 rue du Docteur Serres	30100	ALES
17	BOISSIERES Anne-Marie	CAF 15	15 rue Pierre Marty	BP 219	15002	AURILLAC Cedex
18	BONICHON Annie	Le Puy de Lacam			15250	LAROQUEVIEILLE
19	BOULANGER Laurent	ADSEA du Cantal IR "Cansel"			15800	POLMINHAC
20	BOURZAT Magali	Centre AEMO	6 impasse Pont Bourbon		15000	AURILLAC
21	BOUSQUET Dominique	ACCENT JEUNES	Passage de la Barbentelle		15000	AURILLAC
22	BOUSQUET Reine	Lycée Emile Duclaux		17 avenue Henri Mondor	15001	AURILLAC
23	BRET Christian	ADSEA 07	6 bis place Carnot		07300	TOURNON
24	BROCARD Joannes	SEAD	Espace du Parc	Rue Mozart	26000	VALENCE
25	BRUNET Valérie	Collège Jean Dauzié			15220	SAINT MAMET
26	CARCY Isabelle	Association Biterroise Prévention	64 rue de l'Argentine	BP 14030	34545	BEZIERS Cedex
27	CAVROIS Marie-Christine	EREA	Rue Louis Farges		15013	AURILLAC cedex
28	CELLIER Marie-Christine	ANEF	91 avenue de la République	BP 426	15004	AURILLAC
29	CHABOT Fabienne	SEAD	Espace du Parc	Rue Mozart	26000	VALENCE
30	CHABRIDON Mathieu	Le Bourg			63270	MANGLIEU
31	CHAMBON Jean-Luc	ADSEA	19 place de l'hôtel de ville		15000	AURILLAC

32	CHAZY Olivier	Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion Sociale	DGAS - Bureau de la lutte contre l'exclusion	11 place des Martyrs Lycée Buffon	75696	PARIS Cedex 14
33	CHEBROUX Candice	Point de repère AEMO	25 bis rue P. Jacobi		15000	AURILLAC
34	CHERIFI Danièle	Centre P.M. France	37 rue des Carmes		15000	AURILLAC
35	CHEYROU David	APS Pays de Gave	1 rue Louis Barthou		64150	MOUREINX
36	CHOBÉAUX François	Ceméa	24 rue Marc Seguin		75883	PARIS Cedex 18
37	CONTURIE Nicolas	Service Animation. C71Centre P.M. France	37 rue des Carmes		15000	AURILLAC
38	COUBETERGUES Sophie	CCAS	12 rue de la Coste		15000	AURILLAC
39	COUDERC BADUEL Martine	CCAS	12 rue de la Coste		15000	AURILLAC
40	COUPIAT Pierre	Association "L'Atelier"	15 rue Veuve d'Argenson		24100	BERGERAC
41	COURT Nathalie	ADSEA Cantal	CAR Limagne	Rue de Limagne	15000	AURILLAC
42	COURTY Pascal		152 rue Viviani		63100	CLERMONT FERRAND
43	DARONNAT Fabienne	SEAD AEMO	Espace du Parc	Rue Mozart	26000	VALENCE
44	DELMAS Yvette	ADSEA Cantal	CAR Limagne	Rue de Limagne	15000	AURILLAC
45	DELORT Véronique	SESSAD D'Aurignac	5 rue du Capitaine Manhès		15000	AURILLAC
46	DELPUECH Myriam	ANEF	91 avenue de la République	BP 426	15004	AURILLAC Cedex
47	DESCHAMPS Marie-Lorraine	Service Social			15190	CONDAT
48	DESHAYES Marc	Association Jeunes et Citoyens (AJC)	Auriacombes		15250	MARMANHAC
49	DEVAUD Michel	Centre AEMO	6 impasse Pont Bourbon		15000	AURILLAC
50	DONADIEU Pascale	Centre AEMO ADSEA			15240	SAIGNES
51	DUPRE Anne	Foyer de l'enfance Pays Basque	96 rue de Hardoy	BP 101	64600	ANGLLET Cedex
52	ESTEBEN Philippe	Association de prévention Pays Basque	31 rue Victor Hugo		64100	BAYONNE
53	FABRE Alain	Prévention spécialisée SEAS	177 Avenue du Comte Vert		73000	CHAMBERY
54	FAU Céline	Centre Educatif Renforcé " Les Cabanes "			15600	QUEZAC
55	FAURE Jacques	Permanence d'Accueil d'Information et d'Orientation	Rue du 8 mai		15200	MAURIAC
56	FAURIOL Sonia		Centre social du Cap Blanc		15000	AURILLAC
57	FENKAR Saïd	Service Animation. Centre P.M. France		37 rue des carmes	15000	AURILLAC
58	FERRARI Marc	Prévention spécialisée SEAS	177 Avenue du Comte Vert		73000	CHAMBERY
59	FIDEL-GUICHARD Corinne	Lycée E. Duclaux	16 av H. Mondor		15005	AURILLAC
60	FLEURIER Christophe	Maison des associations		BP 2	63501	ISSOIRE Cedex
61	FLEY Claudine	Centre social Arpajon			15130	ARPAJON
62	FORETNEGRE Claudie	Service social	DISSS	28 Avenue Gambetta	15015	AURILLAC Cedex
63	FOUNIER Hubert	PARQ ADSEA	1 rue de Châteaugay		63118	CEBAZAT
64	FRECHOU Agnès	ADSEA Cantal	CAR Limagne	Rue de Limagne	15000	AURILLAC
65	GABOLDE Caroline	Association Biterroise Prévention	3 rue de l'Ancienne	Porte Neuve	11100	NARBONNE

66	GALEAU Thierry	ADSEA du Cantal IR "Cansel"			15800	POLMINHAC
67	GALVAING Maryse	Permanence d'Accueil d'Information et d'Orientation	Rue du 8 mai		15200	MAURIAC
68	GASCUEL Marie-Christine	SEAD	Espace du Parc	Rue Mozart	26000	VALENCE
69	GENEIX Laetitia	IR Cansel	43 route nationale		45000	POLMINHAC
70	GENEST Anne	Sauvegarde de l'enfance à l'adulte	46 rue du Dépôt		53000	LAVAL
71	GOLHEN Maryse	SEAD	Espace du Parc	Rue Mozart	26000	VALENCE
72	GOUDERGUES Patrick	ADSEA du Cantal IR "Cansel"			15800	POLMINHAC
73	GRAFFOILLIERE Josette	MECS CHANTECLAIR	17 rue Arsène Vermeuouse		15000	AURILLAC
74	GRAND Nadine	SEAD AEMO	Espace du Parc	Rue Mozart	26000	VALENCE
75	GRANDPRAT Emilie	Lycée Emile Duclaux		16 avenue Henri Mondor	15000	AURILLAC
76	GUERJOU Aline	Vivre Ensemble aux Promelles	Ancienne école	Avenue D'anduze	30100	ALES
77	GUILLAUME Anaik	ADSEA Cantal	La Roche Basse		15160	ALLANCHE
78	GUILLAUME Catherine	Maison des jeunes		BP 2	63501	ISSOIRE Cedex
79	HARAY Nadine	MECS CHANTECLAIR	17 rue Arsène Vermeuouse		15000	AURILLAC
80	HDOUBANE Hakim	ADSEA 26	Espace du Parc	Rue Mozart	26000	VALENCE
81	HERNOUT Camille	Service social	50 av. de la République		15000	AURILLAC
82	HESTIN Vivien	ETAPE	4 rue Saint-Didier		26000	VALENCE
83	IKOU Samira		Centre social du Cap Blanc		15000	AURILLAC
84	IZOULET Boris	MECS CHANTECLAIR	17 rue Arsène Vermeuouse		15000	AURILLAC
85	JARRIGE Martine	Service social	Centre Hospitalier Mondor		15002	AURILLAC
86	JOUNT Muriel	Service Social du Conseil Général			15270	CHAMPS sur TARENTEINE
87	LACOSTE Marie-France	Conseil Général	Direction des services sanitaires et sociaux	28 Avenue Gambetta	15015	AURILLAC Cedex
88	LAMAZIERE Daniel	Sauvegarde de la Drome	Espace du Parc	Rue Mozart	26000	VALENCE
89	LANDRAUD Hélène	Collège Jean Dauzié			15220	SAINT MAMET
90	LAROCHE Philippe	Centre AEMO ADSEA 15	6 impasse Pont Bourbon		15000	AURILLAC
91	LARROUMETS Elisabeth	Centre AEMO ADSEA 15	6 impasse Pont Bourbon		15000	AURILLAC
92	LAVIGNE Jean-Louis	Centre AEMO ADSEA	6 impasse Pont Bourbon		15000	AURILLAC
93	LECHEVALIER Maeva	Service Social	Centre Hospitalier Mondor	BP 229	15002	AURILLAC
94	LEMAHIEU Martine	ANEF	91 avenue de la République	BP 426	15004	AURILLAC Cedex
95	LERAY Lionel	Sauvegarde de l'enfance à l'adulte	46 rue du Dépôt		53000	LAVAL
96	LESOURD Serge	Faculté de psychologie	12 rue Goethe		67000	STRASBOURG
97	LETOURNEL Dominique	ADSEA du Cantal	98 avenue J.B Veyne		15000	AURILLAC
99	LIOTARD Christian	SEAD	Espace du Parc	Rue Mozart	26000	VALENCE
100	LOTHIE Marie-Claude	ANEF	3 rue des Frères Géraud		15000	AURILLAC

101	LUGOL Caroline	Mairie de Naucelles	Le Bourg		15250	NAUCELLES
102	MARCASTEL Stéphanie	Lycée Emile Duclaux		19 avenue Henri Mondor	15003	AURILLAC
103	MARIANI Karine	ADSEA Cantal	La Roche Basse		15160	ALLANCHE
104	MARIOU Sylvie	Lycée Emile Duclaux		18 avenue Henri Mondor	15002	AURILLAC
105	MARTOS Dominique	Centre Social de Marmiers	10 rue Raymond Cortat		15000	AURILLAC
106	MASLANKIEWICZ Evelyne	ADSEA	Espace du Parc	Rue Mozart	26000	VALENCE
107	MAYONOBÉ Valérie	ADSEA	Les Sources de Nayrac - IME	Avenue de Nayrac	46100	FIGEAC
108	MEUNIER Sandrine	ADSEA 26	Espace du Parc	Rue Mozart	26000	VALENCE
109	MIALET Jean-Paul	SESSAD D'Aurignac	5 rue du Capitaine Manhès		15000	AURILLAC
110	MICHEL Pierre	Centre Social de Marmiers	10 rue Raymond Cortat		15000	AURILLAC
111	MIEGEVILLE Patricia	Vivre Ensemble aux Promelles	Ancienne école	Avenue D'anduze	30100	ALES
112	MOLETTE Nicolas	ADSEA 26	Espace du Parc	Rue Mozart	26000	VALENCE
113	MOLINA Isabelle	Service Social	10 bis palce du champ de foire		15000	AURILLAC Cedex
114	MONCANIS Jean-Philippe	SESSAD D'Aurignac	5 rue du Capitaine Manhès		15000	AURILLAC
115	MONCOUDIOL Gilles	ADSEA 26	Espace du Parc	Rue Mozart	26000	VALENCE
116	MONCOUDIOL Perrine	Institut Régional de Travail Social . Avignon	10 rue Pompéry		26500	BOURG LES VALENCE
117	MOREL Christine	CMS		BP 23	15500	MASSIAC
118	MULLER Emilie	CODASE	25 rue H. de Balzac		38000	GRENOBLE
119	OLS Jean-Louis	ADSEA Cantal	CAR Limagne	Rue de Limagne	15000	AURILLAC
120	ORTIZ Marie-Laure		Lauchamp		15110	ANTERIEUX
121	OUAHHABI Abdeltif	Service Animation. Centre P.M. France	37 rue des Carnes		15000	AURILLAC
122	PAJEOT Géraldine	ADSEA 26	Espace du Parc	Rue Mozart	26000	VALENCE
123	PANDOLFI Marcello	Comité Départemental d'Education Pour la Santé 15	9 place de la paix		15000	AURILLAC
124	PARROT Stéphanie	Rencontres Sociales et Culturelles	Rue de la Cure		15130	ARPAJON/CERE
125	PELEGRIN Marie-Andréa	Collège de la Treilhe			15000	AURILLAC
126	PELLEGRIS Patrick	ACCENT JEUNES	Passage de la Barbentelle		15000	AURILLAC
127	PEREZ Delphine	Association Biterroise Prévention	64 rue de l'Argentine	BP 14030	34545	BEZIERS Cedex
128	PERRIN Alain	Association de prévention Pays Basque	31 rue Victor Hugo		64100	BAYONNE
129	PEYRONNET Magali	Rencontres Sociales et Culturelles	Rue de la Cure		15130	ARPAJON/CERE
130	PITOT Vincent	Centre Hospitalier Henri Mondor	Service social	BP 229	15002	AURILLAC
131	PUECHBROUSSOUX Danièle	Conseil Général	Direction des services sanitaires et sociaux	28 Avenue Gambetta	15015	AURILLAC Cedex
132	RAKOTO Danièle	Service Social-Inspection Académique	Cité administrative	Place de la Paix	15012	AURILLAC
133	RAMBALDI Alain	ADSEA Cantal	CAR Limagne	Rue de Limagne	15000	AURILLAC
134	RIGAL Lionel	Centre social ALC	24 rue Jacques Prévert		15000	AURILLAC

135	RISPAL Marie-Odile	Conseil Général	Assistante sociale	28 Avenue Gambetta	15015	AURILLAC Cedex
136	ROBERT Marie-Eve	Conseil Général	Service social	10 bis place du champ de foire	15000	AURILLAC Cedex
137	ROBICHON Stéphane	ANEF	91 avenue de la République	BP 426	15004	AURILLAC Cedex
138	ROUMANIOL Jean-Philippe	ADSEA Cantal	CAR Limagne	Rue de Limagne	15000	AURILLAC
139	ROUMANIOL Karine	DDPJJ	Palais de Justice	22 place du Square	15000	AURILLAC
140	ROZIERE Stéphane	ADSEA du Cantal IR "Cansel"			15800	POLMINHAC
141	SABATIER Alain	ANEF 15	91 avenue de la République	BP 426	15004	AURILLAC Cedex
142	SALAVERT Laure	SESSAD D'Aurinques	5 rue du Capitaine Manhès		15000	AURILLAC
143	SALVA Céline	SEAD	Espace du Parc	Rue Mozart	26000	VALENCE
144	SOULE Catherine	EREA Albert Mounier	Rue Louis Farges		15013	AURILLAC
145	SOULIER Noëlle	Centre social ALC	24 rue Jacques Prévert		15000	AURILLAC
146	TEISSEDRE Christian	ADSEA Cantal	CAR Limagne	Rue de Limagne	15000	AURILLAC
147	TESTARD Denis	Mairie du Puy en Velay	Service prévention spécialisée	10 rue Général Lafayette	43000	LE PUY EN VELAY
148	TEYSSÉDRE Sylvie	CCAS	12 rue de la Coste		15000	AURILLAC
149	TITOUS Ferroudja		Chemin de la Couloucia		64990	SAINT PIERRE D'IRUBE
150	TRIQUET Claudine	ACCENT JEUNES	Passage de la Barbentelle		15000	AURILLAC
151	VEZANT Marie-Thérèse	CCAS	12 rue de la Coste		15000	AURILLAC
152	VIALA Ghislaine	Service social. Inspection académique		Place de la Paix	15012	AURILLAC
153	VIDAL Nadine	Collège Jules Ferry	7 rue Jules Ferry		15005	AURILLAC
154	VIGIER Eric	Service Animation. Centre P.M. France	37 rue des Carnes		15000	AURILLAC
155	VISY Isabelle	Comité Départemental d'Education Pour la Santé 15	9 place de la paix		15000	AURILLAC
156	VOLLE Valérie	Collège G. Bataille	5 rue du 8 mai 1945		15400	RIOM ES MONTAGNES
157	ZANCHI Tristan	Mairie d'Ytrac	4 avenue de la république		15130	YTRAC